



Document de Travail

**DÉVELOPPEMENT D'UNE NATION EN AFRIQUE :
LEÇONS DE LA TANZANIE POUR LE SOUDAN DU SUD**

Créé et présenté par Sabastiano Rwengabo*

Dialogue des Jeunes au "Mandela Institute for Development Studies"

3-4 Août 2016

Dar es Salaam, Tanzanie

· Doctor of Philosophy PhD (Politique Science), National University of Singapore (NUS):: Research Interests: International Politics and Security, Regionalism, Civil-Military Relations, Governance.

Reconnaissance: *Cette étude a été développée avec l'assistance engagée de M. Julius Niringiyimana du Département des Sciences Politiques et Administration Publique, Makerere University. Je suis sincèrement reconnaissant pour son appui dans la collecte des matériels qui ont concouru à la réalisation de ce travail. Je suis, néanmoins, seul responsable de toutes les erreurs et omissions identifiées dans ce travail dont je détiens la gratitude professionnelle pour la critique ou correction là où et quand tel serait le cas.*

RESUME

Malgré la comparabilité de l'hétérogénéité et la complexité ethnique dans la plupart des sociétés Africaines, il y a des variations des résultats du développement d'une nation dans les pays ayant une hétérogénéité similaire. Le manque de réflexions comparatives sur les variations limite notre compréhension de, et engagement pratique avec, le concept et la pratique de développement d'une nation. En utilisant la méthodologie de recherche documentaire, cette étude interroge les idéaux, objectifs et méthodologies par lesquels le développement des nations de la période post-indépendance a été tenté. Elle tire les conclusions de la Tanzanie, un pays qui a accédé à l'Indépendance relativement tôt, pour le Soudan du Sud plus récemment indépendant. La recherche révèle que la réussite du développement d'une nation dépend de l'efficacité avec laquelle le leadership développe et met en oeuvre la politique de la langue, et dépolitise l'ethnicité et l'armée. Malgré son hétérogénéité ethnolinguistique et religieuse, la Tanzanie est un cas particulier si on la compare avec d'autres pays Africains hétérogènes. Elle a pu développer une nation avec un minimum de conflits ethno-politiques en: (i) dépolitisant l'ethnicité, ce qui a réduit la propension de l'émergence des clivages ethno-politiques divisionnistes; (ii) entreprendre une politique de langue qui a facilité la communication entre différentes nationalités et races sociolinguistiques; et (iii) créer une fusion parti-armée pour aboutir à une concordance entre le parti au pouvoir et les forces armées tout en assurant également le contrôle civil sur l'armée. Au contraire, le Soudan du Sud a commencé avec des conflits ethno-militaires, qui menacent de coincer l'intégration nationale: ces fissures se plaçant sur la voie vers l'unification de la politique nationale sur la langue, sont en train de militariser le domaine politique, en politisant l'armée, et ceci a engendré une rivalité politique intenable entre les différentes nationalités sociolinguistiques du Soudan du Sud. Ces observations ont des implications considérables pour forger une nation dans des sociétés africaines hétérogènes.

RESUME.....	Error! Bookmark not defined.
Table des matières	iii
Liste des sigles.....	iv
1.0 Introduction.....	1
1.1 L'énigme de développement d'une nation	1
1.2 Méthodes.....	2
1.3 Résultats et Arguments	3
1.4 Organisation de l'étude.....	5
2.0 Questions conceptuelles.....	5
2.1 Le Concept de Développement d'une nation	5
2.2 Stratégie Ethno-Politique et Développement d'une nation	9
3.0 Développement d'une nation en Afrique: Expérience Ethnopolitique de la Tanzanie	15
3.1 Politique de Langue et Développement d'une nation en Tanzanie	16
3.2 Dépolitisation de l'Ethnicité et Intégration des Identités	22
3.3 Dé-politisation de l'armée, Démilitarisation des Politiques.....	25
4.0 Expériences Naissantes du Soudan du Sud: Leçons de la Tanzanie.....	27
4.1 Défis de la Politique de Langue au Soudan du Sud	28
4.2 Intégration Ethnopolitique et Dépolitisation de l'Ethnicité.....	30
4.3 Dé-Politisation de l'armée et Dé-Militarisation des Politiques.....	31
5. Conclusion	33
Références	36

Liste des sigles

ANC	African National Congress
APSA	Architecture de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine
UA	Union Africaine
CCM	Chama cha Mapinduzi
DP	Parti démocrate
EAC	Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est
EASF	Force d'Attente de l'Afrique de l'Est
ESR	Education for Self-Reliance
GoSS	Gouvernement de [la République du] Soudan du Sud
KAR	Kings African Rifles
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
SANU	Sudan African National Union
SPLM/A	Sudanese People's Liberation Movement/Army
TANU	Tanzania African National Union
TPDF	Tanzania People's Defence Forces
NU	Nations Unies
UPC	Uganda People's Congress
UTP	United Tanganyika Party
UwWT	Umoja wa Wanawake wa Tanzania

DEVELOPPEMENT D'UNE NATION EN TANZANIE ET AU SOUDAN DU SUD

1.0 Introduction

“Une nation n'est pas définie par ses frontières ou limites de sa masse terrestre. Plutôt, une nation est définie par des peuples différents qui ont été unis par une cause et un système de valeurs et qui se sont engagés vers une vision du type de société dans laquelle ils souhaitent vivre et léguer aux générations futures. ”

— Fela Durotoye

1.1 L'Enigme de Développement d'une nation

Le développement d'une nation est un défi politique remarquable qui, historiquement, tend les nerfs des leaders des pays hétérogènes. Ceux-ci sont des pays où les citoyens s'identifient eux-mêmes plus avec leurs groupes ethniques (religieux, ethno-linguistiques, régionaux) qu'avec leurs pays. Dans de telles sociétés, la citoyenneté ethnique est plus forte que la citoyenneté nationale. Différentes identités socio-linguistiques se bousculent pour le pouvoir, le prestige, l'influence, et des opportunités disponibles, ainsi bloquant les possibilités de faire évoluer un intérêt national commun. Les différences identitaires, qu'elles soient basées sur la race, l'ethnie, ou la religion, ont étouffé la formulation et la mise en oeuvre des programmes véritablement nationaux suite à la suspicion, la rivalité et les préjugés inter-groupes dans plusieurs pays. Des luttes impliquant les minorités ethniques sont plus que des "nuisances éphémères" retraçables seulement dans les sociétés sous développées mais une norme existante et en croissance dans le monde.¹ Différents groupes ethno-religieux, ethno-linguistiques ou régionaux tirent ou poussent l'un l'autre dans la tentative d'exercer la reconnaissance de chaque groupe et obtenir la priorité, faire de la rivalité et les conflits ethniques antithétiques au progrès national dans le monde actuel.² Les mouvements ethno-populistes ont émergé dans les zones comme la Roumanie et l'Hongrie, où ils ont cherché à exploiter les tensions en vue d'obtenir le pouvoir. Des relations inter-ethniques, à la fois à l'intérieur et entre les Etats partageant les ethnicités transnationales, restent toujours proie à des suspicions mutuelles, comme des “mythes historiques conflictuels, des préjugés, et des stéréotypes négatifs qui sont restés non altérés et continuent à caractériser les discours d'identité collective.”³

Toutefois, dans certaines sociétés, différents groupes sociaux ont été fusionnés dans une seule communauté nationale. Des symboles communs, une culture nationale, et plus d'auto-identification avec leur pays qu'avec leurs groupes ethniques, spécifier les types de cas de cohésion

¹ Walker Conner, Walker Connor, 1972. ‘Nation-Building or Nation-Destroying?’, *World Politics*, 24 (3):319-355, at p. 319; Paul Robert Magocsi, 1990. ‘Nation-Building or Nation Destroying?: Lemkos, Poles, and Ukrainians in Contemporary Poland’, *The Polish Review*, 35 (3/4):197-209

² Donald L. Horowitz. 1985. *Ethnic Groups in Conflict*. Berkeley and LA: University of California Press

³ Balázs Trencsényi, Dragos Petrescu, Cristina Petrescu, Constantin Iordachi, and Zoltán Kántor, 2001. *Nation-Building and Contested Identities: Romanian & Hungarian Case Studies*, Bucharest: Regio Books, p. 9

nationale, indiquant des variations dans les résultats du développement d'une nation. La Tanzanie, contrairement à la plupart d'autres pays Africains, a pu développer une nation post-coloniale, pour ainsi devenir un Etat-Nation. Les pays nouvellement indépendants comme l'Erythrée, Soudan du Sud, et à un certain degré l'Afrique du Sud, doivent encore connaître l'expérience de la cohésion nationale comme la Tanzanie. Qu'est-ce qui explique ce phénomène, et quelles leçons peut-on tirer pour les pays qui se battent encore pour développer une cohésion nationale à partir des cas qui ont réussi? Pourquoi et comment la Tanzanie a pu réussir ce parcours, et comment est-ce que les pays comme le Soudan du Sud pourraient-ils apprendre de l'expérience de la Tanzanie pour éviter les erreurs commises par les pays comme l'Ouganda, le Kenya ou le Nigéria?

La question sous-jacente en cours est la variation intrigante des résultats du développement d'une nation dans le monde contemporain, entre des pays différents mais similairement hétérogènes. Les différences dans les expériences du développement d'une nation, les résultats, les trajectoires entre différents pays Africains sont ici d'une importance particulière. La réponse à ceci fournit des leçons utiles en provenance des tentatives de développement d'une nation pour les pays comme le Soudan du Sud qui souffre actuellement des fissures ethno-politiques qui menacent le status d'une nation au pays. Des bourses d'études sur l'Afrique ne font pas attention aux antithèses du développement d'une nation et leurs conséquences. Un argument est que le leadership kleptocrate, les rivalités ethno-politiques, et le manque des langues nationales résulte en un défaut du développement d'une nation démontré par des conflits ethniques récurrents et persistants en Afrique.⁴ Les comparaisons entre les pays les plus jeunes et les plus vieux qui pourvoient des éléments d'apprentissage pour les pays les plus nouveaux restent moins bien articulées. Tirer des leçons théoriques et pratiques des expériences de développement d'une nation de certains pays résoud la question sur la manière dont les expériences du développement d'une nation sont adaptables et transférables à travers différents pays Africains. Cette étude dévoile pourquoi et comment l'approche Tanzanienne de développement d'une nation a conduit à une unité et cohésion nationale visible, et souligne l'applicabilité de l'expérience de la Tanzanie à la crise ethno-politique du Soudan du Sud qui menace le développement d'une nation et la consolidation de l'Etat pour un jeune pays.

1.2 Méthodes

Sur base de la recherche documentaire, l'étude fait une analyse profonde des idéaux, les objectifs et méthodes du développement d'une nation en Tanzanie et ainsi analyse l'expérience récente du Soudan du Sud des conflits ethno-politiques et les programmes de développement d'une nation en vue de tirer des leçons pour forger une cohésion nationale. En comparant un pays qui a accédé à l'indépendance relativement plus tôt et un Etat plus récemment indépendant, l'étude sert à la fois pour des fins académiques et politiques, notamment, elle approfondit la compréhension des variations en termes des réussites du développement d'une nation en Afrique; et elle informe des

⁴ Alex de Waal, 2014. 'When Kleptocracy Becomes Insolvent: Brute Causes of the Civil War in South Sudan', *African Affairs* 113 (452):347-369; Horowitz, *Ethnic Groups in Conflict*.

solutions politiques pratiques au défi de développement d'une nation au Soudan du Sud. Il y a des similarités significatives entre la Tanzanie et le Soudan du Sud—*postcolonialité, hétérogénéité ethnique, conflits d'identité*—qui nous permettent de comparer leurs trajectoires de développement d'une nation. Alors que les dynamiques du contrôle étranger varient, les deux pays ont connu un contrôle colonial. Ils ont tous essayé d'unifier différentes communautés ethno-régionales étant donné qu'ils sont tous des sociétés *hétérogènes*. Les deux pays ont connu des *conflits identitaires* post indépendance d'un type ou l'autre. Leurs expériences indiquent des tensions entre des groupes identitaires, y compris des fissures intra-militaires, qui ont menacé de connaître une escalade dangereuse et plonger la politique dans un désarroi: une éruption sanglante au Zanzibar en 1960 et la mutinerie armée ont indiqué le défi de la Tanzanie de développer une nation et les relations civile-militaires comme cela a été le cas avec l'éruption de Décembre 2013 au Soudan du Sud. Les conflits dans les deux pays ont entraîné des acteurs étrangers. Les deux étaient alimentés par des éléments d'identité: la mutinerie en Tanzanie a indiqué le désir d'Africanisation des forces armées post coloniales alors que le Soudan du Sud indique les conflits ethniques entre les Dinka (semblablement dirigé par Président Salva Kiir Mayardit) et les Nuer (apparemment sous la houlette du Vice Président Dr. Riek Machar Teny Dhurgon).

Le développement d'une nation est un processus complexe. Il est étayé par d'innombrables facteurs, acteurs avec des intérêts différents, des pressions multiples et d'innombrables expériences, une socialisation indéchiffrable et des capacités personnelles acquises au fur du temps, et des circonstances locales, régionales et globales multipartites. Ainsi, on ne peut pas assumer la ressemblance entre ces pays mais on peut considérer la différence en termes des résultats du développement d'une nation à se produire à un degré variable dans un pays et absent dans un autre, particulièrement des stratégies de développement d'une nation.⁵ Ainsi, une insistance sur le pourquoi et comment la stratégie de développement d'une nation en Tanzanie a fonctionné permet d'expliquer le défi actuel du Soudan du Sud, et analyser l'applicabilité et l'adaptation d'une telle expérience au Soudan du Sud.

1.3 Données et Argument

Les données indiquent que la réussite, ou le manque y relatif, du développement d'une nation est dépendante d'un degré auquel le leadership d'un pays développe ou met en oeuvre une stratégie ethno-politique. Une stratégie ethno-politique est une série d'interventions politiques délibérées qui sont supposées réduire l'attachement de la population à leurs différentes identités pour qu'ils puissent s'identifier avec un nouvel Etat-Nation. La stratégie implique la popularisation de la loyauté à l'Etat-Nation en même temps que le dénigrement de la loyauté de l'identité d'une ethnie, que ce soit la religion, la race, ou l'attachement ethno-linguistique. La stratégie inclut: (a) la politique linguistique; (b) dé-politisation de l'ethnie; et (c) la démilitarisation de la société et la politique. Les leaders qui ont pu faire ou mettre en oeuvre les choix politiques sont plus

⁵ Mill's *method of difference* suppose l'existence d'un phénomène dans une circonstance et non dans une autre, alors que les situations sont communes par ailleurs. John S. Mill, 1843. *A System of Logic*, Vol. 1, p. 455

susceptibles de réussir dans le développement d'une cohésion et identité nationale que ceux qui ignorent ou connaissent un échec dans leurs programmes d'ingénierie linguistique, politico-militaire et sociale. Ce processus n'est pas aussi sophistiqué que la conception allemande de la relation entre la mobilisation et le développement politique, mais il a des éléments de changement psychosocial développé, spécialement "le besoin de nouveaux éléments d'affiliation du groupe et de nouvelles images d'identité personnelle."⁶ La stratégie est une série d'interventions délibérées initiées par le leadership.

Un pays qui ne parvient pas à développer et mettre en oeuvre ces interventions retient l'ethnicité comme un point de ralliement pour les politiques, ce qui filtre en des institutions politiques clés. Des institutions ethniquement divisées et allégeantes handicapent l'évolution de la conscience nationale et identité commune, et ainsi l'échec du développement d'une nation. La Tanzanie a effectivement dénigré l'attachement à l'identité ethno-linguistique et raciale, une société démilitarisée, et a compris le programme de swahilisation, en partie sur le désir passionné des Tanzaniens de développer une nation qui est d'une manière particulière une nation véritablement Africaine."⁷ Julius Nyerere avait fait ce commentaire avant l'indépendance. Il avait suggéré que le Swahili est adopté comme une langue nationale du Tanganyika. Il s'est exprimé plusieurs fois en swahili dans des réunions politiques pour souligner sa décision.⁸ Le Soudan du Sud doit être embarqué sur ces programmes pour surmonter les tensions ethniques qui ont pénétré l'infrastructure politique et militaire de l'Etat et a informé les récents conflits qui menacent de déchirer les jeunes pays.⁹ Sans conscience nationale hégémonique et un langage qui contient les dialectes et conscience sous-nationalistes/ethniques, la réussite du développement d'une nation pour le pays reste vouée à l'échec.

Cette insistance sur l'approche théorique et empirique entre la stratégie ethno-politique et le développement d'une nation est utile pour trois raisons: Premièrement, la politique Africaine a évolué pendant les cinquante dernières années. Les analyses qui soulignent les contours changeants du paysage politico-gouvernance de l'Afrique, spécialement la dimension du développement d'une nation, sont utiles pour tirer des leçons de ces décennies d'expérimentation ethnique pour informer les solutions aux problèmes auxquels font face des sociétés hétérogènes similaires. Cette étude se construit sur cinq décennies de développement d'une nation en Tanzanie pour tirer des leçons importantes pour le Soudan du Sud. Deuxièmement, l'unicité du sujet et des cas choisis est vitale. Le sujet est lié au défi de l'Afrique pour le développement politique à travers la construction d'un Etat-Nation viable. Alors que les Etats Européens ont émergé de la violence, la violence était

⁶ Karl W. Deutsch, 1961. 'Social Mobilisation and Politique Development', *The American Politique Science Review*, 55 (3):493-514, at p. 493

⁷ Lyndon Harries, 1969. 'Language Policy in Tanzanie', *Africa: Journal of the International African Institute*, 39 (3):275-280, at p. 275

⁸ Harries, p. 275

⁹ Jok Madut Jok, 2011. *Diversity, Unity, and Développement d'une nation in South Sudan: Special Report*, United States Institute of Peace, Washington DC: USIP; de Waal, 'When Kleptocracy Becomes Insolvent'.

principalement entre différents Etats-Nations naissants.¹⁰ En Afrique la violence et le subterfuge colonial ont exacerbé les défis relatifs pré-existants de développement d'une nation et de contrôle de l'Etat, et l'héritage du subterfuge colonial complique les échecs historiques du contrôle de l'Etat en Afrique.¹¹ La violence politique en Afrique indique des échecs de développement d'une nation parce que des politiciens avides peuvent instrumentaliser l'ethnicité pour des intérêts égoïstes.¹² La Tanzanie, contrairement à la plupart d'autres pays Africains, a évité la violence ethno-politique en partie parce que sa conscience et sa cohésion nationale rendent la tâche difficile aux politiciens de se ranger sur base ethnique. Enfin, l'approche permet de discuter dans des audiences en des contextes académiques et politiques à propos de la politique du développement d'une nation. Le relevé de la bourse, sur la guerre civile, l'économie politique, et les relations civiles-militaires en Afrique, combat une lutte entre la situation de l'analyse des réalités spécifiques à l'Afrique, d'une part, et une suremphase sur une approche toute faite inadéquate, d'autre part. La solution à ce dilemme est un cadre analytique qui fusionne la théorie et la pratique dans la compréhension du développement d'une nation.¹³

1.4 Organisation de l'étude

Le reste de l'étude continue comme suit: la section suivante développe un cadre conceptuel pour la compréhension de la relation entre la stratégie ethno-politique et les résultats du développement d'une nation. Il fait attention à la manière dont chaque élément de la stratégie mène vers les résultats spécifiques du développement d'une nation. La troisième section analyse l'expérience de la Tanzanie avec le développement d'une nation, soulignant ainsi le rôle des différents choix stratégiques en unifiant politiquement une société hétérogène. La quatrième section analyse le trajectoire du développement d'une nation au Soudan du Sud depuis 2011. La cinquième section tire des leçons pour le Soudan du Sud à partir de l'expérience et l'expérimentation en Tanzanie. La section conclusive synthétise les principaux arguments et tire des implications pour la théorie et la recherche.

2.0 Questions conceptuelles

2.1 Le Concept de développement d'une nation

Le développement d'une nation est à propos de: (i) la construction d'une *Nation* où elle n'existe que durement ou en général; par opposition à (ii) l'émergence évolutive d'une nation où elle a

¹⁰ Charles Tilly, 1990. *Coercion, Capital and European States, AD 990-1990*, London: Basil Blackwell

¹¹ Jeffrey Herbst, 2000. *States and Power en Afrique: Comparative Lessons in Authority and Control*, Princeton NJ: Princeton University Press

¹² Paul Collier and Anke Hoeffler, 2002. *Greed and Grievance in Civil War*, Oxford: Centre for the Study of African Economies

¹³ En tirant des leçons à partir d'un cas qui a réussi de développement d'une nation pour apprendre à propos d'un Etat naissant, les positions de cette étude elle-même à l'intersection entre la recherche académique et politique dont l'objectif et l'intention globale est d'aider à résoudre des problèmes de l'Afrique et le développement d'une nation spécifiquement et généralement le développement politique.

urement existé.¹⁴ A la fois les points (i) et (ii) mènent vers le développement d'une nation. Le développement d'une nation va évidemment de haut en bas et il est politique. L'évolution nationale va de bas en haut, avec une agence politique non systématique. Le précédent exige un pouvoir étatique et des ressources pour mettre en oeuvre une réalité qui exige une agence de leadership. L'évolution nationale va de bas en haut, résultant en des actions spontanées par les populations. La complémentarité entre les processus de haut en bas et de bas en haut est utile pour enraciner l'identité nationale.¹⁵ Les deux ne doivent pas nécessairement être mutuellement inclusifs et simultanés. Le premier est toujours rationaliste, instrumental, plus rapide, intervenant dans presque une génération. Le deuxième est évolutif et progressif. Il peut prendre même des siècles pour une nation, c'est-à-dire, un peuple avec une identité et culture partagées, pour évoluer. Un exemple du dernier est l'évolution d'une conscience juive avant de développer l'Etat-Nation Juif dans le Moyen Orient post 1948. Le Rwanda précolonial peut aussi être considéré comme étant une nation évoluée car il est difficile de dire quand les Tutsi et les Hutu ont adopté la même langue et institutions culturelles malgré leurs différences occupationnelles/de status. Le développement d'une nation est un processus délibéré et local au centre duquel il y a une agence politique et de leadership. L'évolution nationale peut avoir une agence politique, mais elle est progressive, moins systématique, certaines fois spontanée et probablement lente. Le développement d'une nation est entrepris par un Etat naissant; une évolution nationale peut donner naissance à un Etat-Nation. Alors qu'un Etat précède une nation, il peut entreprendre un processus de cohésion du développement national.

Pendant le processus de développement d'une nation, la population du pays est intégrée et assimilée dans l'appareil émergent de l'Etat dans lequel une identité nationale commune est déclarée.¹⁶ Cette fusion des identités sociales construit une identité commune. Dans le monde, d'après la deuxième Guerre Mondiale, l'Etat a besoin d'un "groupe cohésif possédant une "indépendance" dans les limites de l'ordre international, selon les dispositions des Nations Unies", et un gouvernement qui dirige un groupe unifié. Le gouvernement, à son tour, reçoit d'un groupe cohésif "l'acclamation qui légitime le gouvernement comme faisant partie de l'ordre mondial."¹⁷ Un tel "groupe cohésif" constitue une nation développée. Dans une nation, les conflits identitaires diminuent mais les différences sous-nationales peuvent rester. L'éruption d'une violence identitaire dans l'Afrique post-coloniale est un indicateur des conséquences politiques d'une cohésion et conscience

¹⁴ Karl W. Deutsch and William J. Foltz, eds., 1963. *Nation-Building*, New York: Atherton

¹⁵ Fukuyama, p. 192

¹⁶ Brownlee, p. 316

¹⁷ Carl Friedrich, Carl J. Friedrich, 1963. 'Nation-Building?', in Karl W. Deutsch and William J. Foltz, eds., *Nation-Building* (New York: Atherton, 1963), 31. quoted in Brownlee, p. 316

nationale élusives dans le contexte d'une hétérogénéité ethnique. L'identité caractérisant une violence politique a été attribuée aux échecs du développement d'une nation.¹⁸

Il a été soutenu qu'à moins que la "loyauté au groupe ethnique soit automatiquement compatible avec la loyauté à l'Etat" ou l'auto-identification ethnique et l'attachement devient rapidement flétri "au fur et à mesure que la modernisation progresse", et ainsi le manque d'harmonie entre la loyauté au groupe ethnique et loyauté à l'Etat conduit aux conflits ethno-politiques.¹⁹ Le monde a connu des scénarios compliqués d'antagonisme ethnique destructif, qui ternissent nos situations et expériences de coopération ethnique, accommodation, réciprocité, négociation, transformation, et fusion. Plusieurs fois, ces situations d'amitié ethnique découlent d'une interaction et négociation politique entre les leaders politiques et ethniques. Ces processus réduisent les clivages sociaux et les blessures précédemment connues deviennent transformées.²⁰ Ces différentes observations indiquent que des variations des approches de développement d'une nation prises par différents pays Africains ont conduit à des résultats distincts. L'état normal du conflit ethnique semble [être] intellectuellement en train de dépasser les limites mais les contextes de coopération et de fusion ethnique dans les pays comme la Tanzanie défient les analyses qui soulignent les conflits ethniques dans une Afrique post-coloniale tout en tirant moins d'attention sur les variations du succès du développement d'une nation.²¹

Le développement d'une nation n'est ni synonyme avec le développement d'une nation non plus spécifique aux situations post-coloniales. Il n'est pas équivalent avec la démocratisation politique. Les trois projets politiques diffèrent. Alors que le développement d'un Etat se réfère à la création des institutions Etatiques, c'est-à-dire, des institutions à caractère politique et le contrôle des affaires sociétales, le développement d'une nation est à propos de la formation de l'identité, et l'un peut évoluer indépendamment de l'autre.²² Le développement d'un Etat résulte en le contrôle; le développement d'une nation engendre l'unité et la loyauté à une identité commune. Les deux processus peuvent, mais ne doivent pas, être simultanés. Le développement d'un Etat implique "la création des capacités souveraines desquelles la plus fondamentale est la *déclaration* réussie et

¹⁸ Donald S. Rothchild, ed., 1997. *Managing Ethnic Conflict en Afrique: Pressures and Incentives for Cooperation*, Washington DC: Brookings Institution; Rama Venkatasawmy, 2015. 'Ethnic Conflict en Afrique: A Short Critical Discussion', *Transcience* 6 (2):26-37; Rodolfo Stavenhagen, 1996, *Ethnic Conflicts and the Nation-State*, Basingtoke: Palgrave; Robert Picciotto, 2010. 'Conflict prevention and development co-operation en Afrique: an introduction', *Conflict, Security & Development* 10 (1):1-25.

¹⁹ Connor, 'Nation-Building or Nation-Destroying?', p. 320

²⁰ Chester A. Crocker, 1997. 'African State Management of Ethnic Conflict', in Rothchild, *Managing Ethnic Conflict en Afrique*, pp. 1-24

²¹ See Horowitz, *Ethnic Groups in Conflict*; James Fearon and David Laitin, 2003. 'Ethnicity, Insurgency and Civil War.' *American Political Science Review*, 97 (1):75-90; Adebayo Adedeji, 1999. *Comprehending and Mastering African Conflicts: The Search for Sustainable Peace and Good Governance*, London and New York: Zed Books; African Development Bank (AfDB), 2009. *Africa Development Report 2008/2009: Conflict Resolution, Peace and Reconstruction en Afrique*, Oxford: Oxford University Press

²² Armin von Bogdandy, Stefan Häußler, Felix Hanschmann, and Raphael Utz, 2005. 'State-Building, Nation-Building, and Constitutional Politics in Post-Conflict Situations: Conceptual Clarifications and an Appraisal of Different Approaches', *Max Planck UNYB* 9: 579-613

incontestable d'un 'monopole de l'usage légitime de la force physique', et résultant en "une concentration et expression du pouvoir collectif sans avoir besoin d'user de la coercion."²³ Le développement d'une nation, qui cible l'émergence d'une identité commune et conscience nationale, produit un sens d'unité nationale et d'identité collective. Il consiste à prévenir la discorde sur base des considérations ethniques - d'où sa tendance à se *focaliser sur les citoyens eux-mêmes*. Le développement d'un Etat, par contre, se focalise sur la construction ou le renforcement des structures institutionnelles de gouvernance pour une transformation socio-économique, le développement des infrastructures, la décision et la mise en oeuvre de la politique monétaire et fiscale, et le renforcement des appareils de sécurité.

Alors que les deux se renforcent mutuellement²⁴, le développement d'une nation peut précéder le développement d'un Etat. Dans ces conditions, la nation légitime et accélère le processus de développement d'un Etat, menant ainsi vers un Etat-Nation. Ainsi, le développement d'une nation est le "processus d'information identitaire collective en vue de légitimer le pouvoir public dans un territoire donné", en développant et publiant les nouvelles traditions, les institutions, et les moeurs acceptables.²⁵ Les processus démocratiques, comme les négociations et le développement d'un compromis entre les groupes rivaux, et le constitutionalisme, peuvent développer une cohésion nationale, en installant une culture de tolérance et de réconciliation entre des groupes ethniquement et culturellement différents. Toutefois, le développement d'une nation ne doit pas suivre, ou même découler, des processus démocratiques puisque des problèmes d'intégration nationale peuvent étouffer les processus de démocratisation.²⁶ Le développement d'une nation n'est pas antithétique aux conceptions idéologiques plus larges, comme le Panafricanisme, le Communisme, le Capitalisme, mais constitue un bloc de construction pour des auto-conceptions de haut niveau. Ainsi, il ne détruit ni les identités de bas niveau non plus n'aveuglit les plus hautes.

Un élément clé du développement d'une nation est la fusion de l'identité et la loyauté à une identité commune malgré les micro-identités que les gens peuvent retenir dans un pays. Ainsi, les indicateurs d'un développement réussi d'une nation incluent: (i) l'atteinte des ressources et symboles culturels, principalement une langue avec un status politique et social suffisamment élevé pour la rendre acceptable comme une forme de communication au niveau national; (ii) la loyauté à la même unité géo-politique ou pays par opposition à celle d'un groupe identitaire; et (iii) l'élimination ou la subjugation de la dominance ethnique sur les institutions politiques.

Un développement échoué d'une nation est observable dans un pays ayant des loyautés et groupes rivaux; les difficultés de communication à travers le pays suite au manque d'une langue commune; la loyauté des gens et l'auto-identification est beaucoup plus pour leurs identités sous-nationales et

²³ Ibid, p. 584

²⁴ Jok, p. 4

²⁵ von Bogdandy *et al*, p. 586

²⁶ Nic Rhodie and Ian Liebenberg, eds., 1994. *Democratic développement d'une nation in South Africa*, Pretoria: HSRC Publishers; George W. Shepherd Jr., 1966, 'National Integration and the Southern Sudan', *The Journal of Modern African Studies* 4 (2):193-212

culturelles qu'à l'Etat-Nation; et des cas de dominance ethnique de, ou rivalité sur, les institutions Etatiques. Là où une nation a réussi, les institutions Etatiques servent un devoir national; là où il continue toujours à se débattre ou a échoué, les institutions Etatiques sont déchirées entre l'allégeance nationale et l'allégeance ethnique. Les villes au sein d'une nation deviennent cosmopolitaines, évitant des contextes urbains de "la méfiance sociale, l'envie économique, la friction politique, et la confrontation violente"; des villes dans des sociétés divisées retiennent des clivages ethniques urbains et deviennent des centres de tension ethno-politique: Bryceson dresse in distinction entre Dar es Salaam d'une part, et Kampala, Kigali, Bujumbura, Mogadishu d'autre part, en Afrique de l'Est.²⁷ Une langue commune ou une série de langues, acceptables et utilisées dans le pays indique une nation; des langues et dialectes linguistiques en rivalité, ainsi que les difficultés de communication à travers différents groupes sociolinguistiques, indiquent des échecs d'un développement d'une nation.

Cette étude défend que la réussite du développement d'une nation dépend de la "Stratégie Ethno-Politique" du pays. Ceci est une série d'interventions politiques délibérées, calculées, et ciblées avec l'intention de remplacer les attachements aux différentes identités avec de nouveaux attachements à une identité plus élargie, une Identité Nationale. *L'identité nationale* ne peut aucunement effacer d'autres formes d'identités sous nationales, mais elle est surimposée, et prend une prédominance sur elles dans la vie quotidienne. En qualité d'identité agrégée, *l'identité nationale* émerge d'une popularisation de nouveaux symboles, attachements, et une loyauté à l'Etat-Nation. La loyauté à une identité ethnique, culture et symboles que ce soit la religion, la race, ou un attachement ethno-linguistique, est minimisé et l'emphase est placée sur une identité collective.

2.2 Stratégie Ethno-Politique et Développement d'une Nation

Comme le nom l'indique, une stratégie ethno-politique est un régime politique. Le régime implique la reconstitution du rôle de l'ethnicité dans la politique nationale. Il s'agit d'une approche innovante à la politique qui est enracinée dans une appréciation pragmatique d'un problème ethnique du pays. A travers cette stratégie, les leaders cherchent à obtenir un objectif politique spécifique: un Etat-Nation avec une politique et institutions politiques non ethnisées. Contrairement aux autres stratégies politiques, comme le silence, une campagne de diffamation, une censure, la vénération des héros, l'obstruction, la co-optation, et le déni, une stratégie ethno-politique peut englober ces stratégies comme ses tactiques, mais a des objectifs à long terme. Ainsi, le choix des leaders de cette stratégie, est fortement influencé par la nature, le degré, et la répartition géospatiale des identités ethniques dans le pays. La co-optation, par exemple, devient une stratégie politique lorsque certains groupes sociaux sont inclus dans les espaces politiques auxquels ils ne pourraient pas faire partie outre mesure. Un exemple est la co-optation des forces armées dans les législatures, qui sont considérées comme des institutions politiques civiles, pour apaiser les officiers militaires

²⁷ Deborah Fahy Bryceson, 2010. 'Dar es Salaam as a 'harbour of peace' in East Africa: Tracing the role of creolized urban ethnicity in nationstate Formation', World Institute for Development Economics Research, No.19, p. 1

politiquement intéressés.²⁸ Le silence peut être une stratégie politique lorsque les leaders choisissent, à l'inadvertance, de refuser de parler des événements, processus ou circonstances sérieux en vue d'évoquer le mystère, l'incertitude, la passivité et l'abandon à propos de l'évènement en question.²⁹ La profondeur et la largeur d'une stratégie ethno-politique est façonnée par l'intensité et l'étendu des clivages ethniques potentiels et la rivalité, qui, dans l'entendement du leadership, menace la cohésion nationale ainsi que la survie de la politique. Ceci force les leaders à imaginer des voies et moyens pour atténuer l'influence de ces identités et clivages sociaux dans les relations politiques et socio-économiques dans une politique donnée.

La stratégie peut être constitutionnellement développée et mise en oeuvre; elle peut aussi être violemment imposée. Dans des cas extrêmes, le génocide et l'extermination ethnique peut devenir une stratégie ethno-politique ayant l'objectif d'exterminer un groupe ethnique donné qui est perçu comme une menace aux autres groupes ou même à la cohésion nationale.³⁰ D'autres extrémismes ethno-politiques incluent des impositions religieuses et théocratiques, des excès raciaux comme l'Apartheid, et un changement forcé d'identité. Dans ce contexte spécifique, la politique linguistique et la dépolitisation sont des éléments clés d'une stratégie ethnopolitique pour trois raisons: premièrement, ils sont mutuellement renforçants et relativement moins coûteux par rapport aux choix extrêmes comme l'extermination ethnique. Deuxièmement, les stratégies résonnent avec les idéaux post-coloniaux, notamment l'unité nationale, l'intégration nationale, la gouvernance démocratique, le développement équitable, et les notions libérales démocratiques de professionnalisme militaire en parallèle avec le contrôle civil sur l'armée.³¹ Troisièmement, les choix stratégiques peuvent être appliqués aux différents groupes sociaux sans créer des sentiments d'animosité et de discrimination entre certains groupes. Alors que certains groupes peuvent se battre pour retenir l'unicité culturelle, ils sont faciles à convaincre que les identités sous nationales ne nient pas l'identité globale commune qui résulte en ces processus de développement d'une nation aussi longtemps que l'identité qui en découle est acceptée comme commune à tous. Cette nature qui embrasse tous les choix les rend simultanément plus défendables et acceptables par rapport aux autres stratégies.

Ainsi, trois éléments constituent une stratégie ethnopolitique: (i) politique linguistique, (ii) la dépolitisation de l'ethnicité, et la (iii) démilitarisation de la société et la politique. Chaque élément agit à travers un mécanisme spécifique qui influence l'attachement du peuple à une nouvelle identité politique. Collectivement, ces mécanismes ont conduit vers un nationalisme où les gens s'identifient collectivement avec et se sentent fortement attachés à leur Etat-Nation. Au coeur de

²⁸ Sabastiano Rwengabo, 2013. 'Regime Stability in Post-1986 Uganda: Counting the Benefits of Coup-Proofing', *Armed Forces and Society* 39 (3):531-559

²⁹ Barry Brummet, 1980. 'Towards a theory of silence as a politique strategy', *Quarterly Journal of Speech* 66 (3):289-303

³⁰ Scott Straus, 2012. "'Destroy Them to Save Us'": Theories of Genocide and the Logics of Politique Violence', *Terrorism and Politique Violence* 24 (4):544-560.

³¹ Samuel P. Huntington, 1957. *The Soldier and the State: The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge, Mas.: Harvard University. Press

la stratégie ethnopolitique, il y a le leadership politique qui détermine les intérêts, les choix et justifie l'intention d'interférer avec, y compris le dénigrement des attachements de certaines gens à l'identité sous nationale. Ainsi, l'encadrement de tous les mécanismes à travers lesquels chaque élément de la stratégie ethnopolitique opère est la communication du leadership qui informe les processus de la mobilisation socio politique.³²

2.2.1 La politique linguistique cherche à évoluer en “un système culturel créant le sens et l'identité collective de tous les membres envisagés de la société.”³³ Une homogénéité ethnique désirable “peut être développée avec l'éducation, l'enseignement d'une *langue commune* pour faciliter la communication, l'infrastructure pour un voyage facile, mais par une force brute comme la prohibition des cultures locales.”³⁴ De ces stratégies, la politique linguistique est une approche clé pour l'homogénéisation de la société. L'objectif d'une politique linguistique est de faciliter la communication: premièrement, des programmes nationaux; deuxièmement, entre les citoyens de différentes origines linguistiques. La sélection d'une langue pour une communication nationale, le symbolisme, et l'unicité peuvent être un processus difficile. Elle implique des considérations en rapport avec le pouvoir et le prestige de certains groupes linguistiques sur d'autres; imposant des langues minoritaires sur une majorité hésitante ou des groupes localisés au centre peuvent être informés par les considérations relatives à la fierté ethno linguistique et le pouvoir.

Trouver une langue neutre qui convient à tous les groupes est l'idéal mais constitue aussi un choix difficile; les sociétés comme la Singapour et l'Erythrée ont été forcées à recourir au multilinguisme³⁵ en reconnaissance de leur “pluralisme ethnique et linguistique comme ressources du développement d'une nation.”³⁶ La politique peut être choisie pour des raisons pragmatiques - communication entre différents groupes linguistiques - ou des raisons idéologiques relatives à l'utilisation des ressources culturelles indigènes pour développer la conscience et la fierté nationales. Historiquement, les sociétés impériales ont imposé leurs langues sur les sociétés colonisées, des groupes migrants ont adopté des langues indigènes, et d'autres se sont battus pour préserver leurs identités linguistiques. Le processus peut être contentieux, mais implique la fusion, l'adaptation et certaines fois la séparation.

Un développement et une mise en oeuvre effective de la politique linguistique réduit le conflit, la rivalité, entre/parmi différentes langues ethnique. Les leaders qui ont pu réussir le monolingualisme- la promotion de l'utilisation d'une langue unique dans un pays - réalisent

³² Deutsch, 'Social Mobilisation and Politique Development'

³³ von Bogdandy *et al*, p. 586

³⁴ Alberto Alesina and Bryony Reich, 2015. 'Développement d'une nation ' (online: http://scholar.harvard.edu/files/alesina/files/nation_building_feb_2015_0.pdf?m=1432754790, 16 June 2016), p. 1

³⁵ Chefena Hailemariam, Sjaak Kroon, Sjaak, and Joel Walters, 1999. 'Multilingualism and développement d'une nation ', Language and education in Eritrea, *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 20 (6):475-493.

³⁶ Nancy H. Hornberger, 2002, Multilingual Language Policies and the Continua of Biliteracy: An Ecological Approach, *Language Policy*, 1 (1): 27-51 (at p. 27. From http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1360&context=gse_pubs, 21 June 2016)

l'objectif idéal d'une langue nationale, le cas Tanzanien le démontre plutôt. Une langue commune: (a) facilite le consensus national à travers les médias et institutions éducatives; (b) facilite la communication entre divers membres des formations politiques; et (c) sert de supplément à la propagation d'autres programmes culturels dans le cadre du développement d'une nation, tels que l'art, le musée, le théâtre et le sport.³⁷ Le supplément de la politique linguistique est la dépolitisation de l'ethnicité et des institutions étatiques.

2.2.2 La dépolitisation peut devenir un concept problématique si l'on considère le naturalisme politique d'Aristote. Dans cette conception aristotélicienne l'homme est "de par sa nature un animal politique."³⁸ Étant donné la distinction entre les facultés humaines et celles d'autres créatures, l'homme exprime un désir infini de vivre ensemble dans une communauté politique pour réaliser son bien-être, la maintenance de la vie, et le status d'État comme l'auto-développement. Mais la *dé-politisation* devient une catégorie analytique lorsque l'on considère les éléments de société qui sont cibles du découragement pour la politique, c'est-à-dire, la lutte pour le pouvoir au sein d'une politique donnée. La dé-politisation implique ici le processus délibéré de séparation de certains aspects de la société de la rivalité politique. La dé-politisation est la réduction significative de l'agence de groupement ethnique et l'adhésion dans des politiques formelles et attribuer à des identités ethniques un rôle périphérique dans l'organisation et la compétition politique. Cette définition ne suppose pas "des relations indirectes de gouvernance"³⁹ entre les politiciens et le *demos*, mais implique: (i) l'acceptation que la dé-politisation est normativement une "bonne chose"⁴⁰, (ii) la fusion des tactiques de promotion de cette acceptation avec des choix politiques, et (iii) l'adoption des outils spécifiques, tels que l'éducation et l'emploi, pour dépolitiser le groupe ethnique cible.⁴¹

La justification politique de la dé-politisation et le détachement des organes non étatiques quasi autonomes, des systèmes traditionnels de leadership, et des groupes linguistiques par rapport à l'influence des processus de prise de décision. En plus, "la dé-politisation organisationnelle"⁴² dans laquelle les entités publiques [bureaucratiques] se voient déléguées des responsabilités des principes politiques, sur base des règles (constitutionnellement légales, mécanismes de contrôle) et formation selon sa préférence (communicationnelle, rhétorique, symbolique) la dé-politisation⁴³ est commune. Ceci intervient essentiellement où de multiples entités et processus sont utilisés pour réduire considérablement l'importance politique d'un groupe identitaire.

³⁷ John Campbell, 1999, 'Nationalism, ethnicity and religion: fundamental conflicts and the politics of identity in Tanzanie', *Nations and Nationalism* 5 (1):105-25

³⁸ Aristotle, 1999. *Politics*, Translated by Benjamin Jowett, Kitchener: Batoche Books, Book III/VI, p. 5

³⁹ Matthew Flinders and Jim Buller, 2006. 'Depoliticization, Democracy and Arena Setting' in Tom Christensen, Per Lægreid, eds., *Autonomy and Regulation: Coping with Agencies in the Modern State*, Cheltenham: Edward Edgar Publishing, pp. 53-73, at p.55

⁴⁰ Ibid, p.54

⁴¹ Flinders and Buller

⁴² Flinders and Buller, p. 58

⁴³ Ibid, pp. 53-73

Un élément clé de la dé-politisation dans des sociétés multi-ethniques est le découragement de l'utilisation de l'identité ethnique comme un élément clé en politique. Ce processus peut être fait via la co-optation politique des groupes sociaux différents dans un parti de masse ou via des prohibitions constitutionnelles. La pratique, est normalement plus efficace que de simples prescriptions légalement constitutionnelles. Dépolitiser l'identité facilite le développement d'une nation en: (a) dissipant la domination de la sphère politique par des groupes dominants ou localisés au centre en singleton ou en coalition avec d'autres groupes forts à la marginalisation des groupes minoritaires ou périphériques; (b) réduisant ou éliminant l'ethnicité dans les bureaucraties Etatiques et d'autres institutions; et (c) créant une identité collective autour des symboles politiques partagés, comme les symboles nationaux, et ainsi promouvant le national sur la loyauté de groupe. En plus de la dé-politisation de l'identité, il y a la démilitarisation de la politique.

2.2.3 La dé-politisation de l'armée implique la déconnection délibérée des forces armées par rapport aux processus politiques clés, la législation et les décisions stratégiques, et assigner ces rôles et fonctions aux politiciens civiles et institutions politiques telles que les partis politiques, les cabinets, et les parlements. Une dé-politisation effective de l'armée requiert une *démilitarisation de la politique*. Celle-ci est une dilution ou réduction du rôle de l'armée et l'influence dans les politiques locales—via, mais non exclusivement, la neutralisation des militaires politiquement biaisés— en vue d'aboutir à un contrôle civil sur l'armée. Le processus implique le retrait des forces armées des processus politiques, tels que les élections, les réunions des groupes parlementaires des partis, les primaires des partis, et les relations inter-partis. Lorsque l'armée est empêchée de participer dans la politique - c'est-à-dire qu'elle devient dépolitisé,- ainsi la politique elle-même arrête de dépendre de l'armée pour son expression. Lorsque la politique, pour dire les processus et pratiques de la lutte pour le pouvoir, acquisition du pouvoir, et l'exercice de ce pouvoir, ne dépendent pas de la force militaire, la politique est dite démilitarisée. Ceci ne veut pas dire que l'armée cesse d'être un instrument de la politique Etatique, spécialement la politique étrangère/défense, ou que les forces armées seraient inopportunes en cas de violence politique interne, telle que la guerre civile. Ceci c'est pour dire que l'armée, les symboles militaires, et les ethos militaires, sont déconnectés des processus normaux et politiques non violents, tels que les élections, les réunions des groupes parlementaires et la politique législative. En même temps, la rivalité ethnique au sein de l'armée est remplacée par la loyauté à l'Etat-Nation et se met au service du leadership politique civile.⁴⁴

La politique démilitarisée peut être observée dans le pays où les forces armées sont impliquées dans le maintien de l'ordre intérieur pendant les temps de paix ou dans les processus électoraux, ou là où les officiers militaires déterminent, ou sont obligés de déterminer le candidat/ou membre du parti en uniforme [devrait] ainsi leur retirant le droit à la discrétion du scrutin. Selon Jenkins et Kposowa, la pluralité et la rivalité ethniques mènent vers des luttes ethniques dans l'armée et les

⁴⁴ Huntington, *The Soldier and the State*

institutions politiques civiles ne parviennent pas à réguler les luttes ethnopolitiques.⁴⁵ Un militaire qui s'ingère dans la politique à travers un coup d'Etat est politisé. Lorsque la politique, intérieure ou internationale, repose lourdement sur l'armée pour son expression, nous disons qu'elle est militarisée.

La dé-politisation de l'armée implique aussi la limitation de l'influence de la politique ethnique dans les affaires militaires, apparenté avec la rétention de l'autonomie militaire dans le jargon des relations civiles-militaires. Pour que les règles internes des institutions militaires s'appliquent à leurs officiers et hommes sans être préjugés sur base de la rivalité ethnique et des luttes ethnopolitiques dans la société. Une fois que l'armée est dépolitisée, différents groupes identitaires l'acceptent comme servant un rôle national, au lieu de promouvoir des intérêts restreints ethniques/de groupe. Même si le groupe d'élite et la rivalité de l'élite survient au sein de l'armée, ils ne sont basés, ou perçus comme basés sur une identité ethnique mais sur des questions telles que l'attachement aux institutions et périodes de formation. La dé-politisation de l'armée réduit les stimulations pour recourir aux militaires, spécialement des militaires ethniquement divisés, pour redresser les différences politiques. Mais lorsque les militaires sont ethniquement divisés et politisés, ils deviennent des centres de rivalité ethnopolitique. Chaque groupe politique cherche une allégeance du côté des ressortissants de son groupe ethnique au sein de l'armée pour accroître sa position compétitive. De Waal révèle cette dimension ethnique de la guerre civile au Soudan du Sud.⁴⁶

A la fois, la dé-politisation de l'armée et la démilitarisation de la politique aident au développement d'une nation de trois manières. Premièrement, l'armée nationale devient un symbole du service national, et non un service, rivalité ou survie d'un groupe ethnique. Les institutions militaires deviennent des occasions de développer une fierté et une conscience nationale, au lieu des espaces pour une rivalité inter-groupe pouvant engendrer des coups, contrecoups et éliminations tels que révélés dans les études sur les conflits ethnopolitiques.⁴⁷ Deuxièmement, le processus assure un professionnalisme dans les forces armées, qui, si oui ou non l'armée a un haut niveau de *capacités de combattre une guerre* en termes de formation et d'équipement, renforce le patriotisme national. Ceci crée la fierté de la société par rapport à ses fils et filles en uniforme, faisant ainsi de l'armée un symbole de l'unité et la fierté nationale. Troisièmement, créer une distance entre l'armée et les leaders des forces politiques pour exploiter entièrement les occasions existantes de coopération entre les groupes sans recourir aux réponses militarisées à la compétition politique, par exemple, pendant les élections. Ceci renforce la confiance de la population dans les symboles et institutions politiques existants, notamment les langues, les emblèmes et les drapeaux, le système judiciaire,

⁴⁵ J. Craig Jenkins and Augustine J. Kposowa, 1992. 'The Politique Origins of African Military Coups: Ethnic Competition, Military Centralty, and the Struggle over the Postcolonial State', *International Studies Quarterly*, 36 (3):271-291

⁴⁶ De Waal, 'When Kleptocracy becomes insolvent'. Also Rwengabo, 'Regime Stability in Post-1986 Uganda'.

⁴⁷ Jenkins and Kposowa; Horowitz

les organes de gestion des élections, et la législature, la prévalence sur les symboles et institutions sous nationales et ethniques.

Il est difficile pour les Etats naissants de développer une nation. C'est mieux que le status de nation précède le status d'Etat. Sans nation, ou plutôt une cohésion nationale, la légitimité de l'Etat ne parvient pas à s'enraciner puisqu'elle dépend, essentiellement, de la réussite du pays à créer des éléments tangibles comme des traditions nationales, des symboles, des mémoires historiques partagées, des points de référence culturelle communs, et la langue qui définit une collectivité appelée nation. Ces communautés peuvent être créées à travers l'éducation, la religion et la politique linguistique. Francis Fukuyama déclare que "le développement d'une nation est crucial pour la réussite du développement de l'Etat."⁴⁸ Ceci parce que la cohésion nationale a un impact sur la force de l'Etat: premièrement, en aidant le pouvoir coercitif de l'Etat, à travers la volonté du peuple de payer le prix nécessaire pour que l'Etat – leurs vies à travers le service dans la violence organisée. Deuxièmement, le développement d'une nation implique aussi l'obligation de la population envers l'Etat à travers un attachement patriotique et un service pour l'objectif global national au lieu des obligations ethniques restreintes.⁴⁹ Les leaders politiques, tels que Julius Nyerere de la Tanzanie, qui a souligné une intégration ethnopolitique, à travers de multiples interventions, a jeté des fondations fortes pour le développement d'une nation puisque les programmes successifs n'ont subi que peu d'attraction ethnique. L'ethos national qui en découle a souligné la fusion de l'identité au lieu de la ségrégation identitaire.

3.0 Développement d'une nation en Afrique: Expérience ethnopolitique de la Tanzanie

La plupart des sociétés Africaines post-coloniales étaient non seulement naissantes mais aussi confrontées avec des crises politiques étalant des soubassements ethniques. Ils ont manqué une identité et cohésion nationales. Il y avait une grande insistance sur l'appartenance sociale comme base d'engagement politique dans les pays comme le Nigéria, l'Ouganda, le Kenya, et le Zaïre, qui ont étouffé les programmes nationalistes. La rivalité ethnique qui en résulte sur les ressources et le pouvoir ont étouffé le développement d'une nation. La politique ethnique souligne des bases restreintes d'auto-identification et d'allégeance par rapport à la loyauté à l'Etat-Nation. Là où un leadership de pays a échoué dans ses interventions pour le développement d'une nation il y a eu eruption d'une insécurité, violence ethnique convulsive et des menaces d'extermination ethnique et fusion de coeur, comme "une peur collective de l'avenir" guidée par des dilemmes de sécurité avec des ravissements ethniques qui en découlent.⁵⁰ Les leaders qui n'ont pas pu réduire le rôle d'ethnicité en politique, mais qui ont plutôt politisé les identités sur base de l'appartenance sociale,

⁴⁸ Francis Fukuyama, 2015. *Politique Order and Politique Decay: From the Industrial Revolution to the Globalization of Democracy*, New York: Farrar, Straus and Giroux, p. 185

⁴⁹ Ibid, pp.185-6

⁵⁰ David A Lake and Donald Rothchild, 1996. 'Containing Fears: The Origins and Management of Ethnic Conflict', *International Security* 21 (2):41-75; Horowitz

ont échoué dans leurs efforts pour le développement d'une nation. Leurs sociétés étaient fracturées sur base des considérations ethniques. Des programmes linguistiques, politico-militaires et des mobilisations socio-culturelles étaient soit ignorés ou échoués dans ces sociétés. Le résultat était des tensions ethniques, la corruption ethno-politique, des guerres civiles, et certains génocides extrêmes.⁵¹

La Tanzanie a relativement réussi dans le développement d'une nation africaine. Le Soudan du Sud, avec ses conflits ethnopolitiques pourraient potentiellement dégénérer en des coups basés sur l'ethnicité, des contre coups, des exterminations ethniques et des coups d'attrition qui ont affligé les pays comme le Nigéria.⁵² Malgré qu'il soit hétérogène, dans quelques années après l'indépendance, les efforts de la Tanzanie pour le développement d'une nation ont porté des fruits positifs. Le Soudan du Sud, néanmoins, a depuis 2012 retenu et empiré des tensions ethniques qui sont devenues politisées au sein de l'armée et dans le paysage politique. La Tanzanie a connu une mutinerie en 1964, deux ans après son accession à l'Indépendance, et a rapidement agi pour d'abord démilitariser sa société et ainsi mettre sur pied une armée professionnelle, nationale qui pourrait être allégerante à la Tanzanie. Simultanément, le pays s'est efforcé à unifier les différents groupes linguistiques à travers une politique linguistique et un processus de dépolitisation ethnique qui a forgé une nation à base d'une diversité de nationalités et races.

3.1 La politique linguistique et le développement d'une nation en Tanzanie

Les systèmes politiques transitionnels, comme les politiques post-coloniales, ont tendance à souffrir des conflits de groupes. Ces conflits créent des demandes compétitives sur les autorités nationales. L'une de ces demandes implique les tensions entre les loyautés sociolinguistiques et la loyauté nationale, avec la première traitée comme étant anti-nationale. Tout comme dans toute société, le "développement politique requiert un ordre rationnel des objectifs et une direction consciencieuse des instruments élaborés pour les atteindre."⁵³ Cet ordre requiert une autorité politique nationale. La présence d'une communauté politique nationale - une communauté de demos et dirigeants se définissant comme appartenant à une nation donnée - détermine l'efficacité des leaders dans l'ordre, la promotion, la direction et l'atteinte des objectifs nationaux.⁵⁴ Mais une communauté politique doit être capable de communiquer non seulement au sein d'elle-même mais aussi avec la communauté nationale plus élargie. En d'autres mots, une communauté nationale engendre une communauté politique, qui, à son tour, engendre une autorité nationale: l'Etat. Une autorité non nationale, comme un Etat étranger/impérial sera difficilement légitime, d'où la résistance anti-impériale. Pour développer une légitimité, l'Etat doit développer une nation - d'où l'agence politique dans le développement d'une nation. Pour effectuer la communication, l'effect

⁵¹ Martin Meredith, 2005. *The State of Africa: A History of the Continent Since Independence*, London: Simon & Schuster

⁵² Horowitz

⁵³ Jyotirindra Dasgupta, 1970. *Language Conflict and National Development: Group Politics and National language policy in India*, Berkeley: Univ. of California Press, p. 1-2

⁵⁴ *ibid*

communication, la soumission des langues sous nationales à une langue nationale requiert l'évolution, même l'imposition, d'une communauté linguistique. Cette communauté aboutit à travers une politique linguistique effective.

Les compréhensions académiques de la politique linguistique soulignent trois facteurs qui informent la politique et la planification linguistique: facteurs macro-socio-politiques, épistémologiques et stratégiques. Les facteurs macro socio-politiques obtiennent au niveau national et supra national. Ils incluent les préoccupations sur les questions comme la formation de l'Etat, les guerres, les migrations de la population, et la globalisation du capital. Les pays ont besoin des langues communes pour gérer efficacement ces enjeux. Les préoccupations épistémologiques sont relatives à la connaissance et la recherche, et les voies et moyens par lesquels une telle connaissance peut être transmise et disséminée. Une langue commune est importante dans ce domaine puisqu'elle facilite la communication. Les facteurs stratégiques sont préoccupés par les finalités à long terme auxquels les programmes sont orientés.⁵⁵ Le croisement de ces types de facteurs constitue la centralité de la communication. Une politique linguistique est ainsi un instrument politique pour attribuer et définir une identité et des objectifs nationalistes, ainsi que pour l'hégématisation politique et idéologique de l'Etat⁵⁶ à travers la communication comme ce fut le cas pour la Tanzanie.

La Tanzanie, après son accession relativement pacifique à l'indépendance en 1961, s'est retrouvée sous le leadership du parti unioniste "Tanzania African National Union" (TANU) dont le Président Julius K. Nyerere, était un fervent croyant du Panafricanisme et Afro-socialisme. Ces idéaux ont informé la stratégie de Nyerere de renverser la tendance de l'analphabétisme de masse et le manque d'un personnel localement formé pour gérer le pays. A travers les campagnes d'alphabétisation des adultes et l'éducation linguistique, la Tanzanie a développé et mis en oeuvre une politique de la langue Swahili jusqu'ici non encore tentée ailleurs en Afrique. Le Swahili a servi pour trois fins correspondant avec les trois principaux idéaux qui ont informé la politique linguistique de la Tanzanie après l'indépendance : idéologique, politique et communicationnel.

Idéologiquement, le Swahili "s'est positionnée pour l'indépendance, l'Africanité, l'auto-développement et la liberté"; l'Anglais (la langue de l'hégémonie coloniale de la Tanzanie après la 1^{ère} Guerre Mondiale) "était la marque de l'impérialisme, l'oppression et le néocolonialisme."⁵⁷ Ceci a fait que l'Anglais soit moins acceptable pour une société en décolonisation. Politiquement, le Swahili est devenu un moyen pour neutraliser les groupes linguistiques dominants, comme le Sukuma, à travers la création d'une langue neutre. Ceci a servi d'éliminer les soucis des groupes linguistiques minoritaires par rapport aux groupes linguistiques plus larges. La langue n'était pas

⁵⁵ Thomas Ricento, 2000. 'Historical and Theoretical Perspectives in Language Policy and Planning', *Journal of Sociolinguistics* 4 (2):196-213

⁵⁶ Jan Blommaert, 1996. 'Language and Nationalism: Comparing Flanders and Tanzania', *Nations and Nationalism* 2 (2):235-256; Jan Blommaert, 2013. 'State Ideology and Language in Tanzania', Antwerp: Tilberg Papers in Culture Studies, Paper 80.

⁵⁷ Ibid, p.246

réclamée par une seule communauté Africaine, ce qui peut servir de fierté d'influence ethno linguistique. Paradoxalement, le Swahili pourrait simultanément être réclamé comme une langue Africaine. Elle pourrait aussi servir comme langue de travail du TANU nationaliste qui s'est mis à recruter dans tous les coins du pays, dans divers groupes linguistiques. En termes de communication, le Swahili pourrait faciliter la communication à travers tous les groupes sociolinguistiques : entre les membres et les leaders du TANU; entre les Africains et les Arabes qui constituaient l'Union Tanganyika-Zanzibar. A travers le Swahili, le TANU a pu exprimer “un appel émotionnel, culturaliste au Tanganyikais en plaçant une grande valeur symbolique sur le médium de leurs activités politiques.”⁵⁸ Il est devenu une langue de l'indépendance, la libération nationale et la restauration du pouvoir socioéconomique, culturel et politique aux Africains.

Le Swahili a été promu à travers trois méthodes: (a) dénonciation de l'Anglais comme langue du colonialiste en parallèle avec la promotion et l'institutionnalisation du Swahili comme une langue nationale; (b) les programmes d'alphabétisation et formation de masse des adultes; et (c) changer le Swahili en “une seule langue d'enseignement au niveau [de l'école] primaire”, de manière que “la seule langue d'enseignement encourageait le status du Swahili comme langue d'enseignement et contribuait directement à son expansion rapide subséquente.”⁵⁹ Alors que Rajabu et Ngonyani croient que l'intention du Swahili était de servir les intérêts restreints des élites politiques, les élites ont clairement apprécié les difficultés de développer une nation dans une société multilingue. Les élites politiques ont cherché les voies et moyens pour promouvoir le Swahili qui était ethniquement plus neutre que d'autres langues indigènes et politiquement et idéologiquement plus acceptable que l'Anglais. Par conséquent, le Swahili n'a pas servi aux intérêts sectaires restreints de l'élite politique ou un quelconque groupe linguistique mais a aidé à unifier le pays.

La dénonciation de l'Anglais est intervenue dans le contexte de la décolonisation. Il a servi à la fois pour des fins politiques et idéologiques. Politiquement, il a aidé à rassembler les Tanzaniens autour d'une indépendance nouvellement acquise, bâtir la légitimité du TANU, et créer un sens de fierté entre les Tanzaniens qui, il a été souligné, avait gagné l'indépendance et avaient besoin de forger leur nation. Idéologiquement, la Swahilisation était une alternative à l'hégémonie de la langue Anglaise et a aussi servi pour des fins Paranafricaines. Un Etat Africain avait besoin de se reconstruire après le subterfuge et la subjugation coloniale. Le Swahili a servi pour cette fin comme une langue Africaine, ou au moins comme une fusion des langues Africaines et Asiatiques (mots Arabes, Perses, Tamils), qui n'avaient aucune hégémonie coloniale qui s'en réclamait. La langue a ainsi servi pour le programme d'Africanisation de la Tanzanie. Il a servi de revendication que les Tanzaniens ont un destin commun avec les autres Africains, et avaient besoin de bâtir leurs

⁵⁸ Blommaert, p. 247; Lyndon Harries, 1969. ‘Language Policy in Tanzanie’, *Africa* 39 (03):275-280

⁵⁹ Rehema Rajabu and Deo Ngonyani, 1994. ‘Language Policy and the Hidden Agenda’, in Casmir M. Rubagumya, ed., *Teaching and Researching Language en Afrique Classrooms*, Clevedon: Multilingual Matters Ltd, pp. 6-14 (at p. 7)

symboles et systèmes culturels visibles non frelatés par des influences coloniales.⁶⁰ Le Swahili a aussi aidé aux programmes d'alphabétisation des adultes que la Tanzanie postcoloniale a lancés.

Les programmes d'alphabétisation/éducation étaient entrepris au sein des villages *Ujamaa*. Construits dans le contexte de la version Nyerere du socialisme Africain, les villages *Ujamaa* étaient de par leur nature des structures de collectivisation. Ces structures d'autorité *Ujamaa* ont servi comme des sites d'alphabétisation des adultes et éducation de masse. Le Swahili consistait le meilleur choix de médium d'enseignement ou alphabétisation des adultes. Ceci a aussi facilité la communication des programmes nationaux et a permis des interactions entre différents groupes sociolinguistiques constituant les citoyens Tanzaniens. La Swahilisation a créé une société intégrée, qui, en plus du partage d'une langue commune, a développé des sentiments d'unité et de solidarité articulés par le leadership national. Alors que ceci menaçait "les éléments traditionnels de chaque communauté ethnique"⁶¹ au sein de la Tanzanie, il a remplacé des langues et dialectes en rivalité par une identité linguistique commune. Une citoyenneté Swahili en est résultée. La création d'une citoyenneté Swahili a été atteinte via l'éducation formelle en utilisant le Swahili comme médium d'enseignement.

L'introduction du Swahili comme médium obligatoire d'enseignement au niveau des écoles primaires a rassuré que tout Tanzanien qui passe par le système connaissait et comprenait le Swahili, lui permettant de couvrir rapidement tout le pays. La politique peut n'avoir pas été nouvelle pour la Tanzanie postcoloniale (elle a été standardisée pendant la période coloniale Britannique, 1920-1961, à travers les travaux du "Inter-Territorial Language Committee", 1930). Mais la formation du TANU en 1954 et son acquisition subséquente du pouvoir à l'indépendance ont donné une impulsion à la Swahilisation.⁶² Mise en oeuvre à travers une politique d'Education pour l'Auto-Suffisance (ESR), la Swahilisation de l'Education était une composante du programme de développement socialiste, *Ujamaa*. *Ujamaa* est opposé aux notions occidentales d'accumulation d'une richesse individualiste dans le contexte de l'économie capitaliste. *Ujamaa* s'est focalisé sur le développement des zones rurales, où la majorité de la population vivait, à travers une production agricole accrue.⁶³ Il débordait de la portée de cette étude d'analyser l'efficacité de l'*Ujamaa*, sans même le considérer avec les succès du développement des pays, comme le Kenya, qui a poursuivi les modèles occidentaux de développement. La Swahilisation de l'éducation peut avoir des implications sur l'auto-confiance et des opportunités d'emploi pour les Tanzaniens vivant dans un monde dominé par l'Anglais.⁶⁴ Mais il a produit un peuple sans difficulté de communiquer l'un à l'autre dans tout le pays. Cette réalisation a éludé la plupart de l'Afrique Sub-Saharienne puisque

⁶⁰ Harries.

⁶¹ Wan Norhasniah Wan Husin, 2011. 'Nation-Building And Malaysia Concept: Ethnic Relations Challenges in the Educational Field', *International Journal of Humanities and Social Science* 1 (9):228-237, at p.228

⁶² Frances Vavrus, 2002. 'Postcoloniality and Anglais: Exploring Language Policy and the Politics of Development in Tanzania', *TESOL Quarterly Journal* 36 (3):373-397

⁶³ Ibid, pp. 375-6

⁶⁴ Rajabu and Ngonyani

les communautés se sont battues pour faire de leurs langues des langues nationales ou des politiques de langues des Etats rejetés.

La réussite de la Tanzanie donne raison à l'argument de Wimmer que “le bas niveau de diversité linguistique stimule le développement d'une nation parce qu'il facilite l'extension des réseaux d'alliance politique sur tout le territoire.”⁶⁵ Wimmer positionne l'homogénéité linguistique, ensemble avec la capacité de l'Etat à servir le bien public et des organisations volontaires bien développées, au centre du développement d'une nation. Il argue que ces facteurs de développement politique à long terme écrasent les institutions politiques, y compris la démocratie, et les héritages du règne impérial, en expliquant les variations en termes des résultats du développement d'une nation. Ainsi, alors que la Tanzanie était une politique postcoloniale dont le succès devrait être retracé à partir de la politique linguistique, malgré qu'il soit dubitable qu'un Etat naissant avait la capacité de fournir des biens politiques ou avait des organisations volontaires actives dans le cadre de la Tanzanie socialiste. Le leadership doit avoir priorisé le développement d'une nation via, entre autres, la politique linguistique.

L'argument de Wimmer souligne entre autres les inadéquations des arguments qui considèrent la démocratisation comme importante dans, si synonyme avec, le développement d'une nation, ou ceux-là qui décrivent les héritages coloniaux. La démocratie, que la Tanzanie a embrassée en 1992, devrait être vue comme un sous-produit, et non un moteur du processus de développement d'une nation .⁶⁶ Comme Abdu Kasozi l'a révélé, “l'absence d'une langue commune a été un obstacle majeur pour l'intégration nationale en Ouganda”, puisqu'une nation “ne peut pas développer un sens fort de soi si son peuple ne peut pas communiquer l'un à l'autre, a peu en commun, aucun sens d'un passé partagé, et aucun rêve partagé d'un avenir sauvegardé dans la littérature et le folklore que tout le monde peut comprendre.”⁶⁷ L'Anglais, comme toute autre langue Européenne en Afrique, reste une langue stratifiante et aliénante qui se limite aux sous produits de l'école occidentale. La Swahilisation de la société Tanzanienne avait trois conséquences pour le développement d'une nation .

Premièrement, elle a créé une lingua franca qui a rendu facile l'établissement des symboles nationaux et l'articulation des programmes nationaux dans une langue à travers les plus de 130 groupes ethniques du pays. Cette réalisation linguistique était plus en harmonie avec les déclarations de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), comme la Charte de OUA, 1963; la Charte Culturelle pour l'Afrique, 1976; et le Plan d'Action Linguistique pour l'Afrique, 1986. Ces déclarations ont souligné la formulation et la mise en oeuvre des politiques linguistiques en faveur des langues Africaines. L'une des priorités identifiées dans la Charte Culturelle, par exemple, est

⁶⁵ Andreas Wimmer, 2014. ‘Développement d'une nation : A Long-Term Perspective and Global Analysis’, *European Sociological Review*, 31 (1):30-47, at p.30

⁶⁶ Jason Brownlee, 2007. ‘Can America Nation-Build?, *World Politics* 59 (2):314-340; Bogdandy, et al.

⁶⁷ Abdu Basajjabaka Kawalya Kasozi, 1994. *The Social Origins of Violence in Uganda, 1964-1985*, Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, pp. 10-11

“la transcription, l'enseignement et le développement des langues nationales en vue de les utiliser pour la dissémination et le développement de la science et la technologie.”⁶⁸ Le Swahili a servi pour ces intérêts panafricains.

Deuxièmement, le Swahili a aidé au développement d'une langue et conscience nationale entre le peuple l'un de l'autre. Il a nivelé les vallées et crêtes de la différence sociolinguistique. Le Swahili a créé un instrument et médium unique de communication. Ceci a augmenté l'alphabétisation adulte dans une langue, et facilité l'éducation primaire universelle. Le Swahili a éradiqué les problèmes d'hétérogénéité linguistique: “L'hétérogénéité linguistique a tendance à ralentir la prolifération des connections du réseau à travers un territoire parce que l'initiation, la coordination et la stabilisation des relations d'échange sont plus coûteuses et difficiles suite à la désinformation à propos des ressources, des demandes et intentions des autres, qui en retour décroît la foi dans les étrangers.”⁶⁹ En implantant l'homogénéité linguistique, le Swahili a accéléré la prolifération des connections du réseau, facilité la coordination entre des groupes linguistiques autrement différents à travers le pays, et a augmenté une foi généralisée entre le peuple.

Troisièmement, le Swahili a mis la Tanzanie dans une position des non alignés vis-à-vis de l'Occident pendant la Guerre Froide puisqu'il est devenu comme un outil d'auto-développement. “Pendant la période d'*ujamaa*, le Swahili était vu comme un symbole de non alignement avec l'Occident, le taux d'alphabétisation des adultes a atteint le plus haut niveau en Afrique, et la réalisation de l'éducation primaire universelle était vue comme comme un signe de succès pour la nouvelle domaine politique du gouvernement d'auto-développement.”⁷⁰ L'Anglais est resté un médium d'instruction au niveau secondaire et universitaire, mais le Swahilisation de l'enseignement primaire assurait la connaissance au niveau de tout le pays d'une langue commune à travers laquelle l'éducation formelle était atteignable comme moyen de transformer la société. Tous ces résultats ont conduit à l'intégration, l'unité et l'auto-développement linguistique au niveau national. Malgré que la Tanzanie ait plutard succombé à l'“impérialisme linguistique”⁷¹ pendant et après les années 1990, en adoptant l'Anglais, une langue globale alors dominant les affaires internationales, le Swahili avait joué un grand rôle dans le développement d'une nation dans laquelle l'Anglais devrait s'épanouir, ainsi créant une nation bilingue sans usurpation par une quelconque communauté sociolinguistique.

⁶⁸ Organisation of African Unity (OAU), 1976. *Cultural Charter for Africa*, Art. 6(1)(a), Addis Ababa: OAU. Also see: Herbert Chimhundu, 2002. *Language Policies en Afrique: Inter-Governmental Conference on Language Policies en Afrique*, Harare: UNESCO; OAU, 1987. *The Language Plan of Action for Africa*, 46th Ordinary Session of the Council of Ministers, 20-25 July 1987. Res. CM 1123 (XLVI); and OAU, 1969. *Pan-African Cultural Manifesto*, Addis Ababa: OAU

⁶⁹ Wimmer, p. 33

⁷⁰ Vavrus, p. 376

⁷¹ Robert Phillipson, 1992. *Linguistic imperialism*, Oxford: Oxford University Press

3.2 Dépolitisation de l'Ethnicité et Intégration des Identities

La Tanzanie est une société ethniquement hétérogène. Composée de plus de 130 groupes Africains ethnolinguistiques (comprenant les Bantu, les Nilotiques, les Nilo-Hamites, les Ngonis, etc)⁷², environ 4 groupes raciaux ethniques (Arabes asiatiques et Indiens, Africains, Caucasiens), et de multiples religions, la Tanzanie est une amalgamme d'identités sociales. Néanmoins, ces identités étaient fondues dans une nation à un niveau qui stupéfie l'imagination des observateurs des pays similaires comme le Kenya, l'Ouganda, et le Nigéria où des rivalités ethnopolitiques ont étouffé le développement d'une nation. Alors que "la littérature sur l'ethnicité en Afrique voit l'ethnicité comme un clivage central et associe sa politisation avec la guerre civile et détériorant les conditions socio-économiques", la Tanzanie n'a pas été fracturée par "ce clivage, faisant d'elle un modèle entre les Etats Africains."⁷³ Pourquoi la Tanzanie a pu faire ceci et comment elle a pu atteindre l'objectif du développement d'une nation relative aux autres pays africains méritent notre étude si nous devons informer la théorie et la pratique du développement d'une nation en Afrique, aujourd'hui.

Malipula avance un argument sur la structure ethnique. Il maintient que la Tanzanie a dépolitisé l'ethnicité parce que le pays manque des groupes ethniques larges et peu nombreux. Les groupes ethniques ont tendance à devenir politisés lorsqu'ils ont des dimensions démographiques suffisantes pour gagner la majorité dans les élections, au moins à travers des coalitions ethno-politiques. Au contraire, de petits groupes ethniques forcent les politiciens à chercher à gagner l'appui d'innombrables groupes ethniques présents par tout le pays. Ceci force les politiciens à maintenir une inclusivité ethnique dans la distribution de la chose publique.⁷⁴ Néanmoins, cet argument ne peut pas expliquer pourquoi, dans les pays comme l'Ouganda par exemple, les leaders politiques des groupes minoritaires, comme Langi d'Obote et Kakwa-Nubians d'Amin, instrumentalisent aussi l'ethnicité. Son argument peut s'appliquer au mieux aux structures ethniques statiques et des groupements ethniques bien définis. Mais là où les identités ethniques sont dynamiques, l'ethno-politique peut être indépendante des dimensions des groupes ethniques. Comme Malipula l'admet, le Kenya manque d'un groupe ethnique large avec une majorité distincte. Toutefois, l'ethnicité joue un rôle majeur dans la politique Kényanne. Même si l'argument de l'effectif ainsi que les structures de l'autorité précoloniale (sociétés décentralisées) étaient considérées, et utilisées pour compléter les arguments à propos de la localisation géospatiale des ces groupes ethno-linguistiques, une emphase doit être placée sur l'engagement des leaders à la politique non ethnisée. Le désir de TANU, plutarid Chama cha Mapinduzi (CCM) de recruter dans tout le pays au lieu d'un recrutement régional, est important. La construction d'un parti de masse et l'engagement à la

⁷² Central Intelligence Agency (CIA). 2016. CIA–World Fact Book. Online at <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tz.html>, 13 April 2016

⁷³ Mrisho Malipula, 2014, 'Depoliticised ethnicity in Tanzania: a structural and historical narrative', *Afrika Focus* 27 (2):49-70, at p. 49

⁷⁴ Ibid

politique non identitaire constituent deux méthodes importantes par lesquelles l'ethnicité est devenue dépolitisée en Tanzanie. Encore une fois, l'agence du leadership devient importante.

La construction d'un parti de masse, TANU, a assuré que presque tous les groupes ethniques avaient une présence et une part dans la lutte pour l'indépendance. Contrairement au "Uganda People's Congress (UPC)" et "Parti Démocrate (DP)" en Ouganda, qui étaient formés sur des bases ethniques et religieuses⁷⁵, "l'inclusivité de TANU a avancé vers le développement d'un parti politique puissant basé sur la masse qui a mobilisé des milliers de paysans, travailleurs et commerçants sur le cours de l'indépendance nationale."⁷⁶ Cette approche a rendu TANU trop fort pour les partis sponsorisés par les colonialistes, le "United Tanganyika Party (UTP)" et le "African National Congress (ANC)", pour empêcher le TANU de bénéficier de l'appui populaire dans tout le pays.⁷⁷ Même si les colonialistes ont essayé d'étouffer l'appel du TANU dans tout le pays et sa tentative de construire un parti nationaliste de masse, ils ont échoué suite à l'emphase du TANU sur l'intégration et l'unité nationale comme finalité. Les idéaux du TANU ont résonné avec la politique anticolonialiste du moment.

L'engagement à la politique non identitaire était l'un des objectifs de TANU pour l'indépendance: "TANU était engagé pour l'objectif de l'indépendance et a déclaré son opposition à la prégnance d'une attitude tribale, religieuse et raciale en politique. L'organisation de TANU qui a inclus les leaders élus et désignés et son modus operandi, lui a donné un espace pour forger une coalition inclusive des élites et non élites qui ont dépassé les divisions ethniques, raciales, religieuses et occupationnelles en Tanzanie."⁷⁸ Ce programme de désethnicisation était possible, Malipula argue, puisque Nyerere "a invoqué une approche multi-ethnique pour incorporer les figures clés des divers groupes ethniques dans le mouvement nationaliste", dont les chefs, élites, et autres classes de la société.⁷⁹ Nyerere a encouragé la formation de *Umoja wa Wanawake wa Tanzania* (Femmes Unies de la Tanzanie) en 1962, permettant aux femmes de rejoindre le corps national de sécurité dans le cadre des efforts de formation et de développement d'une nation. Cet Umoja wa Wanawake a apporté avec lui "toute race et croyance"⁸⁰ et a joué un rôle important dans le développement d'une nation à travers la coopérative, des efforts non discriminatoires. L'engagement de Nyerere était ainsi articulé et cimenté dans la Déclaration d'Arusha dans laquelle il a spécifié la fois et les objectifs de TANU. La Déclaration a souligné, entre autres, la consolidation de l'Indépendance Tanzanienne; le socialisme démocratique, les organisations de la coopérative multi-ethnique à travers le pays; l'engagement au socialisme Africain; l'auto-développement socio-économique; la

⁷⁵ Kasosi, *The Social Origins of Violence in Uganda, 1964-1985*.

⁷⁶ Malipula, p. 60

⁷⁷ Ibid

⁷⁸ Malipula, p. 60, my emphasis

⁷⁹ ibid

⁸⁰ Joyce Ladner, 1971. 'Tanzanien Women and Développement d'une nation ', *The Black Scholar*, 3 (4):22-28, at p.22

démystification de l'argent; et les principes de gouvernance socialiste à travers la masse, les paysants et le parti.⁸¹

Les conséquences, pour le développement d'une nation, de déséthnisation de la politique devraient maintenant être claires: premièrement, une nouvelle domaine politique a évolué dans laquelle l'identification avec, et un attachement à, la Tanzanie a prévalu sur l'auto-identification et attachement ethnique. Deuxièmement, en appelant aux autres solidarités raciales et sociales⁸², l'intégration au niveau de tout le pays dans un parti de masse a forcé le leadership de TANU à se positionner non comme un parti urbain mais une organisation politique transterritoriale cherchant à galvaniser les efforts nationaux pour une fin unique: l'intégration, l'unification et le développement national. Troisièmement, le nationalisme, le patriotisme, et la loyauté ont été galvanisés autour de la Tanzanie et non des identités régionales, linguistiques, religieuses ou autres. En effaçant les conditions qui promeuvent une loyauté extrême de groupe ethnique, le programme de Nyerere de dépolitisation ethnique a réduit les sentiments de loyauté au groupe, a réduit les loyautés transversales ou multiples, et a intégré les loyautés individuelles dans la loyauté nationale. Quatrièmement, le programme a réduit la propension des tensions inter-groupes: "Des attachements forts, même extrêmes aux identités ethniques, religieuses, nationales et claniques sont apparus pour pousser les individus et les groupes à s'engager dans ce qui est souvent considéré comme des actes inhumains et improbables envers ceux qui sont perçus comme ennemis."⁸³ Ceci c'est parce qu'une forte loyauté aux identités ethniques peut conduire vers des réactions hostiles envers d'autres groupes. Il est traduit en des stéréotypes partagés entre les membres individuels du groupe. Il donne la forme au comportement collectif des groupes et différencie entre les "groupes multiples qui définissent tout environnement politique."⁸⁴ Ceci érode la base des intérêts politiques partagés qu'une nation doit avoir, ainsi paralysant la cohésion nationale.

La politique de dé-politisation a augmenté la loyauté pro-sociale, pro-communautaire, par opposition à la loyauté individualiste, des comportements; une loyauté transformée au sein du groupe vers la loyauté en dehors du groupe; et des sentiments positifs créés et l'attachement au status du Tanzanien. Enfin, le fait que la Tanzanie évite l'ethnopolitique a empêché l'émergence d'un jeu à somme nulle de la politique qui peut affliger le parti unique ou les régimes à parti dominant qui, les académiciens arguent, présente la violence comme l'unique option d'exprimer l'opposition politique à un parti dominant qu'était TANU/CCM.⁸⁵ La combinaison qui en résulte

⁸¹ Julius Nyerere, 1967. *The Arusha Declaration and TANU's Policy on Socialism and Self-Reliance*, Dar es Salaam: TANU (from <http://library.fes.de/fulltext/bibliothek/2-Tanzanie-s0019634.pdf>, 23 June 2016)

⁸² Robnald Aminzade, 2000. 'The Politics of Race and Nation: Citizenship and Africanization in Tanganyika', In Diane E. Davis (ed.) *Politique Power and Social Theory (Vol. 14)*, Emerald Group Publishing Limited, pp.53 - 90
Politique Power and Social Theory 14: 51-88; Bryceson, 'Dar es Salaam as a 'harbour of peace' in East Africa',

⁸³ Daniel Druckman, 1994. 'Nationalism, Patriotism, and Group Loyalty: A Social Psychological Perspective', *Mershon International Studies Review* 38 (1):43-68, at p.44

⁸⁴ *ibid*

⁸⁵ Mark Sizwebanzi Mngomezulu, 2016, 'Regime Type and Civil War Susceptibility: The Case of Tanzania and Mozambique', *Journal of Politique Inquiry*, Issue 2: 22-34

de nationalisme, patriotisme et socialisme Africain pourrait définir l'avenir civil-militaire en Tanzanie comme l'armée est aussi devenue dépolitisée mais idéologiquement conscientisée.

3.3 La dé-politisation de l'armée, dé-militarisation de la politique

La Tanzanie, tout comme plusieurs pays Africains, a hérité des infrastructures coloniales de sécurité. L'armée Tanzanienne, les Forces de Défense du Peuple Tanzanien (TPDF), ont succédé aux "colonial Kings African Rifles (KAR)". La TPDF est relativement une force armée apolitique par rapport à plusieurs autres armées Africaines. Les interventions militaires en politique sont devenues répandues dans les pays de l'Afrique postcoloniale comme le Nigéria et l'Ouganda. Les forces armées ont acquis une présence plus ou moins permanente en politique. La politique, à son tour, a retenu une influence pénétrante sur les agences de sécurité. Les institutions politiques civiles ont été reléguées à l'importance secondaire puisque les coups d'Etat militaires sont devenus le moyen par lequel le pouvoir politique changeait de mains. L'armée était aussi hésitante avant de céder le pouvoir politique. Les leaders civils ont aussi compté sur les militaires pour se maintenir au pouvoir, certains recourent aux diverses mesures justifiant les coups d'Etats militaires.⁸⁶ Les institutions militaires dans ces pays sont devenues politisées et les politiques militarisées. Alors que certaines expériences peuvent avoir des racines dans l'héritage colonial et la politique ethno militaire, la Tanzanie a évolué différemment. L'armée du Kenya, contrairement à sa contrepartie en Somalie, Ethiopie, et l'Ouganda, a aussi été capable de "préserver sa réputation comme un corps très professionnel et dictinctement apolitique" malgré "le silence continu d'ethnicité" dans la politique du pays qui pourrait avoir poussé l'armée dans l'intervention en politique.⁸⁷ Mais l'armée de la Tanzanie était délibérément dépolitisée alors qu'elle s'orientait vers des idéaux nationalistes et panafricanistes.

Pour comprendre la dépolitisation de l'armée en Tanzanie, nous avons besoin de lire entre les lignes l'observation de Woodis' sur les militaires et la politique: "Le pouvoir politique se développe à partir de l'alignement global de la politique des forces incluant la force et l'organisation du peuple. C'est ceci qui, en dernier recours, détermine si, quand et dans quelle direction les fusils vont être utilisés."⁸⁸ Les forces armées coloniales étaient tirées de "sept groupes ethniques dispersés dans tout le pays", et elles étaient ethniquement déséquilibrées parce qu'elles venaient d'être tirées de cinq pourcent des groupes ethniques de la Tanzanie.⁸⁹ Ce recrutement, non pas l'éthos militaire, était un facteur majeur des relations civile-militaire en Tanzanie. Il y avait une fausse confiance que la composition de l'armée héritée, en provenance des minorités ethniques, pourrait contrecaler les possibilités d'intervention militaire. La mutinerie de 1964 a brisé la confiance de Nyerere. Ceci

⁸⁶ Rwengabo, 'Regime Stability in Post-1986 Uganda'; Abillah H. Omari, 'Civil-military relations in Tanzania', Pretoria: Institute for Security Studies (from <https://www.issafrica.org/uploads/OURSELVESOMARI.PDF>, 22 June 2016)

⁸⁷ Thomas Stubbs, 2015. 'Ethnopolitics and the Military in Kenya', in Daniel G. Zirker, Ed., *Forging Military Identity in Culturally Pluralistic Societies: Quasi-Ethnicity*, London: Lexington Books, pp. 69-86, at p.69

⁸⁸ Jack Woodis, 1977. *Armies and Politics*, London: Lawrence and Wishart, p 23, in Omari, p. 91

⁸⁹ Omari, p. 93

a forcé la Tanzanie à entreprendre des réformes importantes qui ont changé son avenir civil-militaire. Deux interventions suggèrent que la nature de la réponse qu'un leadership du pays choisit dans le cadre du problème civil-militaire initial détermine la nature, le trajectoire, et l'avenir des relations évolutives entre les autorités civiles et militaires: le désarmement initial, et faire que l'armée soit soumise à l'autorité civile. J'élabore sur chacun d'eux ci-bas.

Suite à la mutinerie armée de 1964, qui était régionale et répandue à travers l'Afrique de l'Est⁹⁰, Nyerere a cherché à aider les troupes Britanniques pour désarmer les troupes Tanzaniennes en mutinerie. Malgré qu'un conseil ministériel de l'OUA ait désapprouvé l'invitation de Nyerere pour une ancienne armée coloniale à lui secourir dans un défi civile-militaire local, cela n'a pas duré longtemps. L'armée en mutinerie était dissoute. Des plans ont été dressés pour mettre sur pied une nouvelle armée. La nouvelle armée est venue principalement de la jeunesse de TANU qui, comme déjà mentionné, étaient recrutés dans tous les groupes ethniques et statutaires du pays. Nyerere a invité tous les membres de la ligue des jeunes TANU, "partout où ils sont, se rendre au bureau local de TANU et se faire enrôler eux-mêmes. De ce groupe, on essaiera de mettre en place le noyau d'une nouvelle armée pour la République du Tanganyika."⁹¹ ceci avait deux conséquences: premièrement, la nouvelle armée devrait dépendre de l'adhésion au parti socialiste, apparenté avec le parti communiste de la Chine. Deuxièmement, le parti a veillé à ce que les défis futures à son autorité en provenance des forces armées soient réduits. Simultanément, l'armée idéologiquement conscientisée devrait avoir le droit d'évoluer comme un militaire professionnel dans le sens traditionnel. Alors que cette fusion d'idéologie dans l'armée peut créer des dilemmes de politisation des forces armées sans compromettre le professionnalisme, la désignation des commissaires politiques dans l'armée a rassuré que l'armée a vu et conçu eux-mêmes comme des citoyens de la Tanzanie et leurs confrères civiles.

La deuxième stratégie, a délié la soumission à l'autorité civile, impliquait: (a) réorienter la politique pour délier l'utilisation de l'armée comme un instrument des luttes politiques internes, d'où la déliaison de la politique intérieure et l'intrusion dans l'institution militaire; et (b) délier l'armée de l'assurance d'un rôle domaine politique au delà de la défense et la promotion nationale de la politique extérieure du pays de positionnement de la Tanzanie comme un cylindre de pivot autour duquel les luttes Africaines de pivot ont révolu. Une soumission déliée était aussi supposée utiliser le service militaire comme un exercice du développement d'une nation. L'armée est devenue un agent d'Africanisation de l'Etat.⁹² Ceci impliquait une conscience Pan-Africaine que le TANU a adoptée. En conformité avec les obligations régionales de la Tanzanie d'aider d'autres mouvements de libération en Afrique, le TPDF ferait objet du contrôle civile pour éviter les coups d'Etat qui

⁹⁰ Ali A. Mazrui and Donald Rothchild, 1967, 'The Soldier and the State in East Africa: Some Theoretical Conclusions on the Army Mutinies of 1964', *The Western Political Quarterly* 20 (1):82-96; Mark Baynham, 1989, 'The East African mutinies of 1964', *Journal of Contemporary African Studies* 8 (1):153-180

⁹¹ Omari, p. 94

⁹² Ali A. Mazrui, 1976. 'Soldiers as Traditionalizers: Military Rule and the Re-Africanization of Africa', *World Politics* 28 (2):246-272

interviennent à travers l'Afrique mais aussi aider à libérer les zones où l'intervention a servi pour une fin de libération totale de l'Afrique. Un message anti coup d'Etat était propagé dans l'armée. Le coup d'Etat de 1971 en Ouganda était présenté comme une crise instiguée à partir de l'étranger qui avait l'objectif de renverser les gains de l'indépendance des Africains. Pour que la TPDF reste une armée véritablement nationale et panafricaine, elle était socialisée pour s'abstenir de l'intervention dans la politique intérieure: "respecter le code établi des relations civiles-militaires, au lieu d'être une poupée et ainsi perdre le respect dans le peuple."⁹³ On ne doit pas s'assurer que les officiers et hommes du TPDF ont considéré ces messages comme résonnant avec les intérêts organisationnels de l'armée, l'autonomie militaire interne, ou si du tout, l'intérêt dans l'intervention en politique.

La réaction de l'armée à ces messages, bien sûr, est complexe à démêler. Mais si les résultats indiquent le succès des choix politiques précoces, il est raisonnable d'arguer que la soumission effective de l'armée à l'autorité civile en parallèle avec la conscientisation politique ironique en vue de promouvoir son attachement au parti au pouvoir, devait importer l'engendrement du caractère national, non organisationnel, conscient et identitaire. La construction innovante du TPDF a servi comme un exercice militaire stable et efficace. Cet "exercice de développement d'une nation" a servi au positionnement de la Tanzanie au-delà et au-dessus du fouet des "militaires prétoriens et de faibles identités nationales qui continuent à affliger l'Afrique."⁹⁴ L'expérience du Soudan du Sud indique que la soumission de l'armée à l'identité nationale et la soumission à l'autorité civile mettent à rude épreuve la conscience politique de l'Afrique.

4.0 L'expérience Naissante du Soudan du Sud: Leçons de la Tanzanie

L'histoire amère du Soudan du Sud de pillage asservi, résistance armée à l'impérialisme Turko-Egyptien et Anglo-Egyptien, l'antagonisme racial et religieux, la marginalisation régionale, et les clivages inter-ethniques présentent le plus grand défi dans le développement d'une nation.⁹⁵ Contrairement à la Tanzanie, le Soudan du Sud, le plus jeune pays de l'Afrique, est, comme d'autres pays de l'Afrique post coloniale, devenu enchevêtrée dans des conflits ethno militaires qui ont affecté la politique nationale. Le pays a souffert d'un coup manqué avec des soubassements ethniques. Il a dégénéré dans une guerre civile combattue sur des bases ethno-linguistiques. Ceci a ainsi opposé des camarades en armes sous le mouvement/armée de libération du peuple soudanais de John-Garan-led (SPLM/A) l'un contre l'autre.⁹⁶ Le pays a évolué en un "système militarisé, néopatrimonial corrompu de gouvernance."⁹⁷ Dans cette "kleptocratie" évolutive, le

⁹³ Omari, p. 97

⁹⁴ Charles Girard Thomas, 2012. *The Tanzanian People's Defense Force: an Exercise in Nation-Building*. Unpublished PhD Dissertation, University of Texas at Austin, p. vi

⁹⁵ Matthew LeRiche and Matthew Arnold, M, 2012. *South Sudan: From Revolution to Independence*, London: C. Hurst & Co.

⁹⁶ Matthew LeRiche and Matthew Arnold, (2012). *South Sudan: From Revolution to Independence*. New York: Cambridge University Press

⁹⁷ de Waal, p. 347

système de patronage politico-militaire dépend des bénéfices de la corruption pour l'allégeance en vue de maintenir la loyauté politique et militaire. Ceci étouffe les développements positifs et engagement progressif de nombreux problèmes affligeant le Soudan du Sud nouvellement indépendant.⁹⁸

Le Soudan du Sud et ses partenaires au développement se sont plus focalisés sur la réponse à la question: "Comment changer ce jeune Etat en une nation dans laquelle tous les Soudanais peuvent se voir représentés."⁹⁹ Il manque, ou plutôt a besoin, d'une solution pragmatique pour ses problèmes relatifs au développement d'une nation. Les leçons clés peuvent être tirées de la politique linguistique de la Tanzanie, la réorientation politico-militaire, et la promotion du status de nation, de créer un sentiment "que le Soudan du Sud appartient à tous les Soudanais, et non à un groupe ethnique, religieux ou politique."¹⁰⁰ Des choix et compromis politiques durs doivent être opérés sur la politique linguistique et les reconfigurations ethno-politiques.

4.1 Les défis de la politique linguistique au Soudan du Sud

Le Soudan du Sud réalise le défi de l'intégration nationale. Mais il doit encore s'engager sur la course vers le développement d'une nation. Le pays manque une langue nationale unificatrice [indigène]. Le Nuer domine dans la région du Haut Nile. Le Dinka domine dans le plus grand Bahr el-Ghazal. Dans la région Equatoriale, le Bari, le Latuka, et le Zande, sont parlés par la majorité de la population.¹⁰¹ Le Swahili a aussi été appris par plusieurs des jeunes rapatriés du pays qui ont vécu en Afrique de l'Est comme réfugiés. L'Anglais apparaît comme également important spécialement dans les sphères du gouvernement. L'Arabe, qui était la langue officielle/nationale du Soudan Uni, prévaut également. Il y a bien d'autres petits groupes sociolinguistiques qui peuvent être considérés comme minoritaires. Le choix d'une langue, une série de langues, qui peuvent être utilisées dans l'enseignement, au gouvernement et dans la communication de tous les jours entre les gens, reste difficile suite à la compétition ethno-linguistique.

Les groupes linguistiques rivaux sont difficiles à mobiliser pour se convenir sur une certaine langue spécifique à un groupe socio-linguistique particulier. Toutefois, avoir une langue nationale pourrait réduire le sentiment d'exclusion, de domination par un/des groupe (s) spécifiques, et une fierté et un pouvoir disproportionné. Comme Shepherd argue, le degré auquel le consensus national et l'ordre public sont présentés détermine l'unité nationale et l'intérieur.¹⁰² Le consensus national est à propos de la loyauté aux valeurs, institutions et politiques nationales. Il inclut la loyauté à un système d'autorité politique. Le développement et la consolidation de ce consensus est réalisé via

⁹⁸ Ibid

⁹⁹ Jok, *Diversity, Unity, and Développement d'une nation in Sudan*, p.1

¹⁰⁰ Ibid, p. 5

¹⁰¹ Jok

¹⁰² George W. Shepherd Jr, 1966. 'National Integration and the Southern Sudan', *The Journal of Modern African Studies*, 4 (2):193-212

la fusion culturelle, y compris l'adaptation de la langue et l'évolution de l'infrastructure socio-culturelle autour de lui. Je parle de l'ordre public plutard.

Concernant la politique linguistique, le jeune pays dispose de quelques options: (i) il peut décider de devenir trilingue en adaptant l'Anglais, l'Arabe, et le Swahili comme des langues nationales. (ii) le pays peut faire de ses principales langues –le Nuer, le Dinka, le Bari, le Zande, le Latuka– des langues nationales enseignées dans toutes les écoles à un certain niveau. Ou (iii) le Soudan du Sud peut décider, à travers un processus national, comme un référendum ou une législation parlementaire, adopter le Swahili comme sa lingua franca en droite ligne avec sa récente manifestation d'intérêt de faire partie de la Communauté Est Africaine. Ceci pourrait effacer le racisme et la fierté ethnique. Alors que le racisme, tels que les relations Nord-Sud avant la sécession du Soudan du Sud, “peut confondre la raison humaine même parmi ceux qui se sont récemment libérés de l'impérialisme occidental”, les antagonismes intergroupe au sein du Sud sont potentiellement “les plus destructifs du compromis.”¹⁰³ Au milieu des rivalités ethniques sur la langue, le compromis sur une langue nationale est difficile.

Les conflits ethno-linguistiques étouffent le compromis sur la langue nationale en créant la méfiance et le soupçon entre/parmi les groupes linguistiques. Ces fissures créent des demandes compétitives sur l'Etat d'adopter une langue comme si c'est contre les autres, ou adopter plusieurs langues - multilinguisme - ainsi plaçant un plus lourd fardeau sur l'Etat d'enseigner autant de langues en vue de répondre aux demandes de tous les groupes sociolinguistiques. Selon un observateur,

Le manque d'une langue commune n'implique pas que le Soudan du Sud ne peut pas devenir une nation unifiée, mais un échec à résoudre la question pourrait certainement bloquer sa croissance. Une langue nationale pourrait diminuer les sentiments d'exclusion ou la perception qu'un ou quelques groupes ethniques domine (nt). Ici, le Soudan du Sud peut suivre l'exemple d'autres pays ayant connu des problèmes similaires. Une solution pourrait être une langue hybride qui puise dans les langues locales, similaires au modèle indonésien, ou l'adoption de l'Anglais comme langue du gouvernement et d'enseignement. D'autres ont suggéré que cinq langues en provenance des trois principales régions devraient être sélectionnées. Néanmoins, développer une ou des langues nationales ne signifie pas que les plus petites langues devraient disparaître; plutôt ceci pourrait encourager l'alphabétisation et leur utilisation au niveau local. Si la politique linguistique était liée avec l'enseignement, les langues indigènes pourraient s'enseigner au niveau de l'école primaire ... après quoi l'Anglais pourrait servir de langue d'enseignement.¹⁰⁴

Les observations de Jok citées ci-haut fournissent des points de départ pour comprendre le problème linguistique au Soudan du Sud. Néanmoins, je considère l'adoption d'une langue nationale unique ou quelques langues comme un choix vital pour l'intégration nationale rapide au

¹⁰³ Shepherd Jr, p. 210

¹⁰⁴ JoK Madut Jok, 2012. ‘South Sudan: Building a diverse nation’, in Heinrich Böll foundation and Toni Weis, *Sudan after Separation: New Approaches to a New Region*, Berlin: Heinrich Böll Foundation, pp. 58-67, at p. 64-5.

Soudan du Sud. Une langue nationale qui est aussi largement parlée dans la région réduit les coûts d'enseignement de langue, spécialement entre les adultes. Puisque le Soudan du Sud a rejoint la Communauté Est Africaine (EAC), le Swahili ressort comme un candidat évident. L'Anglais n'est pas largement parlé dans la région mais il est une langue globalement adoptable s'il ne tombe pas en dehors de la nécessité pragmatique et ainsi facilite les interactions avec les sociétés partenaires de l'EAC. Qu'importe le choix fait, une langue commune va assurer l'émergence d'une citoyenneté commune. Comme le montre l'expérience Tanzanienne, la politique linguistique, comme toute autre politique, n'est pas non problématique. Il n'est ni moins cher d'enseigner une langue au niveau de tout le pays dans des niveaux bas d'alphabétisation non plus pour convaincre d'autres élites ethniques d'adopter une seule langue qui ne leur est pas familière ou distincte de leurs langues maternelles. Mais un choix à faire. Quelques approches méritent d'être essayées: premièrement, une enquête nationale peut être menée pour obtenir le choix du peuple par rapport à la langue. Deuxièmement, là où c'est nécessaire, un référendum peut être organisé sur le choix ou non d'une langue non indigène comme le Swahili ou l'Arabe. Enfin, des conditions juridiques et politico-administratives pour une promotion délibérée d'une/des langue(s) choisie(s) par les entités publiques et privées peut suivre.

4.2 Intégration ethnopolitique et dépolitisation de l'ethnicité

Le Soudan du Sud connaît une multiplicité de groupes. La rivalité entre ces groupes peut être historique, mais elle a pris de nouvelles dimensions après l'indépendance. Ceci a dégénéré en confrontation armée entre les soldats loyaux au Dr Riek Machar culminé et ceux qui sont loyaux à Salvar Kiir en 2013. Les observateurs ont déclaré que la dimension ethnopolitique était au centre de cette confrontation.¹⁰⁵ Historiquement, les Soudan du Sudais avaient lutté contre le nord dominé par le monde arabe et islamique, qui a fait que le long conflit soudanais prenne une dimension raciale et religieuse. "Complètement isolé du Nord jusqu'à un peu plus d'un siècle passé, empiré par des décennies d'une hostilité subséquente, et séparément administré jusqu'au seuil de l'indépendance, le sudiste se sent Africain, alors que le nordiste est fier de sa conscience arabe."¹⁰⁶ Cette expression a été répétée par Aggrey Jaden, président du "Sudan African National Union (SANU)", en 1965. Jaden a déclaré que les différences géographiques, racio-ethniques et culturelles entre le Nord et le Soudan du Sud impliquent qu'il n'y avait pas de croyances partagées, aucune identité commune, aucune convergence d'intérêt, aucun signe local d'unité, et "par dessus tout, le Sudan n'a pas pu constituer une seule communauté."¹⁰⁷ Aujourd'hui, le Soudan du Sud n'a pas de langue commune, aucune convergence ethnique et aucun sentiment d'unité et but national. Il y a des opportunités qu'un programme de développement d'une nation peut commencer. Des mémoires historiques partagées et des similarités entre les groupes ethniques du Soudan du Sud viennent à l'esprit.

¹⁰⁵ De Waal

¹⁰⁶ Sheperd, Jr., p. 195

¹⁰⁷ ibid

Il y a des similarités significatives entre les groupes ethniques du Soudan du Sud. Les groupes sont racialement Africains. Leurs modes de production et de vie sont similaires. Leurs traditions religieuses et culturelles en général sont similaires. Les différents groupes partagent aussi des expériences historiques importantes constituant ainsi une mémoire partagée. Ceci est enraciné dans l'expérience d'une lutte prolongée contre l'islamisation, la traite d'esclave, l'impérialisme, le colonialisme occidental, et la domination arabe du nord. Pendant ces années de conflit, une insistance a été mise sur la manière dont les Soudan du Sudais diffèrent de leurs voisins du nord. Plusieurs soudanais se considèrent comme différents du soudanais du nord, maintenant sous Khartoum, malgré la pénétration sud par l'Islam et l'Arabe.¹⁰⁸

L'expérience de la Tanzanie offre des leçons importantes au Soudan du Sud. Premièrement, les élites politiques ont besoin de réaliser l'importance de voir au-delà des loyautés et appartenances ethniques lors du recrutement pour les partis politiques et fonctions publiques. Deuxièmement, la diversité ethnique, Juba a déjà réalisé des besoins à accélérer comme une ressource de valeur qui enrichit le paysage culturel, épistémique et historique.¹⁰⁹ Les programmes qui ciblent la promotion du dialogue inter-ethnique, des intermariages, et qui mobilisent tous les groupes ethniques dans une même série d'activités, y compris la participation dans les partis de masse comme TANU l'a fait, devraient tout autant chercher à promouvoir l'unité nationale. Enfin, le leadership national doit se lever fort et être vu comme agissant pour la nation et non pour leurs groupes ethniques. Le conflit actuel (en 2016)¹¹⁰ nie l'intention principale des luttes de libération du Soudan du Sud. Sa dimension ethnique a besoin d'être dénoncée publiquement et la cohésion nationale pratiquée aux plus hauts niveaux du leadership politique et bureaucratique. Cette dé-politisation de l'ethnicité doit s'étendre à toutes les principales institutions de l'Etat, spécialement l'armée.

4.3 Dé-politisation de l'armée et démilitarisation de la politique

Le Soudan du Sud a encore besoin de mettre sur pied une armée nationale professionnelle sans parler des programmes de dépolitisation de son armée et la démilitarisation de sa politique. Ce rapport du militarisme est enraciné dans plusieurs années de lutte pendant laquelle les objectifs politiques étaient poursuivis militairement et des actions militaires étaient confondues avec les manœuvres des opérations quotidiennes des mouvements rebelles SPLM et pré-SPLM. Depuis l'indépendance, le pays retient une armée ethniquement fracturée. Ces fractures sont basées sur l'ethnicité; d'où la loyauté ethnique a pénétré l'institution militaire et la politique nationale. La tension qui en découle principalement entre le Nuer et le Dinka menace de déchirer l'indépendance durement acquise du pays comme les intérêts étrangers se sont confondus lors de l'insurrection armée de 2013. Alors qu'il y avait des déchirements au sein du SPLM depuis Août 1991, reflétant la rivalité de l'élite au sein du SPLA en combinaison avec les machinations en provenance de

¹⁰⁸ Jok, p.7

¹⁰⁹ Jok

¹¹⁰ De Waal

Khartoum¹¹¹, les “assassinats ciblés à Juba et assassinats venchards de Dinka par les Nuer à Akobo et Bor dans l'Etat de Jonglei”¹¹² ont semblé porté un cachet d'influence ethnique dans le conflit.

S'il est vrai que le coup militaire a commencé avec une lutte entre les soldats Nuer et les soldats Dinka dans la garde présidentielle, la nature et la composition des désertions et loyautés au président et son opposant vice président indique l'intersection triangulaire entre l'ethnicité, le militarisme et la politique. Les divisions intra-SPLM, la militarisation de l'ethnicité et la politique, et le manque de consensus de l'élite sont responsables de cette poussée active. Ceci souligne le défi au Juba d'inclure tous les groupes ethniques divers, s'attirer les restes des milices qui n'avaient pas encore rejoint le SPLA, et développer une cohésion nationale.¹¹³ Les leaders font face à d'autres défis (comme les problèmes de limite, la richesse pétrolière, et le système de gouvernement). Mais l'intégration et la loyauté nationale à la nation restent clé pour le status de nation du pays et ne peut pas être relégué à la chance politique.¹¹⁴

Le défi de développement d'une nation auquel le Soudan du Sud est confronté est une question critique de leadership similaire au défi de la Tanzanie en 1964. Il requiert un consensus de l'élite sur la dépolitisation à la fois de l'armée et l'ethnicité. Quelques options sont disponibles. Premièrement, la professionnalisation de l'armée est une question d'urgence. Ceci exige des restrictions juridiques contre l'implication de l'armée dans la politique, le recrutement et l'enrôlement basés sur le mérite, la dispense d'une formation professionnelle, et le respect de l'autonomie militaire. Des officiers et troupes militaires errants ont besoin d'être désarmés, c'est difficile car cet exercice peut consister à les désarmer comme la Tanzanie l'a fait en 1964. L'UA et l'ONU peuvent appuyer cet effort. Deuxièmement, comme une alternative à ce qui précède, le Soudan du Sud peut confondre son idéologie nationale avec la formation militaire, en: (i) envoyant à la retraite la majorité des soldats du pays et en leur pourvoyant des moyens alternatifs de survie et ainsi reconstituer l'armée; et (ii) en mettant en place des interdictions juridiques contre les élites se servant de l'armée pour résoudre les différences politiques. Enfin, le pays a besoin d'un compromis de l'élite sur la nature et l'avenir de l'armée dans la grande stratégie du pays.

Sur le compromis de l'élite, il y a quelques options. Une option c'est le choix de la *déclaration de la neutralité de l'Etat*, apparenté avec la neutralité de Costa Rica et la Belgique dans les relations internationales. L'armée devrait ainsi être intégrée dans la force de sécurité ou dissous ensemble. Le pays devrait ainsi dépendre de la volonté internationale pour sa défense et sécurité nationale,

¹¹¹ Sharon E. Hutchinson, 2001, 'A Curse from God? Religious and politique dimensions of the post-1991 rise of ethnic violence in South Sudan', *The Journal of Modern African Studies* 39 (2): 307-331

¹¹² Douglas H. Johnson, 2014, 'Briefing: The Crisis In South Sudan', *African Affairs* 113 (451):300-309

¹¹³ Francis M. Deng and Daniel J Deng, 2015. 'Government of South Sudan.' *Bound by Conflict: Dilemmas of the Two Sudans*, New York: Fordham University Press, pp. 100-19.

¹¹⁴ Lere Amusan, 2014, 'Germinating Seeds of Future Conflicts in South Sudan', *African Conflict and Peacebuilding Review* 4 (1):120-133

l'intégrité territoriale et la survie stratégique. Ceci peut avoir trois conséquences: (i) il enlève les opportunités de pénétration étrangère dans les forces armées du pays dans le but de destabiliser l'intérieur du pays à travers des actes comme l'ingénierie des coups d'état. (ii) La neutralité de l'Etat dissipe les peurs en provenance des voisins de probables incursions et agressions lorsque les leaders de ces pays ne sont pas d'accord ou lorsqu'il y a des conflits sur base des questions comme les frontières nationales et les conflits armés transnationaux. (iii) Enfin, la neutralité réduit de façon significative la présence et l'instrumentalisation potentielle des moyens et outils de violence pour des inérêts sectaires, y compris des intérêts ethno-politiques qui dressent les groupes ethno-militaires les uns contre les autres comme le conflit actuel le démontre.

La deuxième option consensuelle est *l'intégration de l'armée Soudan du Soudaise avec les arrangements militaires au niveau régional*. Une structure opportune est la Force d'Attente Est Africaine (EASF) sous l' Architecture de Paix et Sécurité de l'Union Africaine (APSA). Une autre, où elle est complètement opérationnelle, devrait consister en des arrangements de la coopération de la sécurité et la défense de l'EAC.¹¹⁵ Il est possible, voire désirable pour la stabilité politique, l'intégration régionale, et la survie géostratégique, de mettre le commandement des forces armées du pays sous une certaine entité régionale pour au moins quelques années. Alors que ceci semble aux élites politiques comme une antithèse au principe et pratiques de la souveraineté de l'Etat (autonomie, contrôle, légitimité, sécurité et politique de défense) souvent exagéré¹¹⁶, il peut être informé par les considérations de la nécessité pragmatique et survie stratégique. La Tanzanie a compté sur la Brétagne pour désarmer l'armée errante et sur les Nigériens pour une réorganisation et reconstitution subséquente du TPDF. L'Etat est maintenant considéré comme souverain à l'instar tout autre pays du monde moderne.

5. Conclusion

Cette étude discute des variations en termes des résultats du développement d'une nation dans différents pays ayant une hétérogénéité ethnique similaire en tirant les leçons des expériences de la Tanzanie pour le Soudan du Sud. A travers une évaluation des idéaux, objectifs, et méthodologies par lesquelles le programme de développement d'une nation en Tanzanie a été poursuivi, des leçons vitales sont tirées pour le Soudan du Sud. Cette étude démontre que les résultats du développement d'une nation pour un pays dépendent de l'efficacité de sa stratégie ethno-politique à travers laquelle une politique linguistique, la neutralisation de l'ethno-politique, et la dé-politisation de l'armée déterminent le succès avec lequel un pays unifie et intègre ses diverses identités ethniques dans une identité nationale commune. Malgré la complexité de

¹¹⁵ Sabastiano Rwengabo, 2015. 'Institutional Design and the APSA'S Implementation in Eastern Africa'. Dakar: CODESRIA. Presentation to the 14th CODESRIA General Assembly, 8-12 June 2016 (accessed 25 July 2016, from: file:///C:/Users/Rwengabo/Downloads/91-sabastiano_rwengabo_instrumental_design_and_the_apsa_s_implementation_in_eastern_africa.pdf). Sabastiano Rwengabo, 2014. *Regional Security Cooperation in the East African Community*. Singapore: National University of Singapore, PhD Thesis (unpub).

¹¹⁶ Rwengabo, *Regional Security Cooperation in the East African Community*.

l'hétérogénéité socio-linguistique, raciale, régionale et religieuse de la Tanzanie, le pays, comme la plupart d'autres pays hétérogènes de l'Afrique, a réussi à fusionner ses ethnicités dans une nation ayant un minimum de conflits politiques. Le Soudan du Sud, d'autre part, fait actuellement face aux conflits ethno-militaires, qui menacent l'unité nationale, la consolidation de l'Etat, et la stabilité politique post-conflit.

La développement d'une nation de la Tanzanie et les politiques d'intégration sont dans un sens modernistes dans la perspective d'une communauté linguistique moderne qui est par nature ce que Anderson appelle "une communauté imaginée", une communauté qui est au courant de sa propre identité et peut articuler une telle identité à travers toutes les voies de la communication moderne facilitée par l'enseignement et l'alphabétisation.¹¹⁷ De telles expériences ont été essayées ailleurs, comme dans les Philippines où l'identité des Filipino était créée à travers les romans de Jose Rizal et diffusée dans des journaux puisque la lecture/l'alphabétisation a facilité la compréhension dans une langue commune par les gens répartis sur sept mille îles.¹¹⁸ Toutefois, dans les Philippines, la coalition qui dirige pendant la période post-indépendance n'a pas complètement assimilé une majorité des gens à la base, et n'a pas réussi à intégrer les Musulmans dans la région de Moro, d'où l'échec du développement d'une nation.¹¹⁹ Malgré la définition des NU donnée aux territoires peuplés sous des autorités uniques comme "Etat-Nation", en garantissant l'intégrité territoriale des Etats Nation et protéger d'autres droits des Etats, les NU étaient surprises par la vague de fragmentation et conflits nationaux qui ont affligé plusieurs de ses membres dans le monde en voie de développement, indiquant ainsi une déconnexion entre la souveraineté juridique et le status de nation.¹²⁰ Comme la Namibie, qui a aussi connu des problèmes relatifs au développement d'une nation et les défis relatifs à la rivalité entre l'ethnicité et le nationalisme, des symboles nationaux inclusifs étaient employés dans le projet.¹²¹

Les données de la Tanzanie conduisent à plusieurs conclusions: premièrement, une stratégie ethno-politique embrassant tout est nécessaire pour réussir un développement d'une nation. Deuxièmement, malgré que plusieurs interventions puissent constituer une stratégie ethno-politique, les leaders post-coloniaux peuvent adopter une politique linguistique reste indubitablement un élément important pour tout projet de développement d'une nation. La politique linguistique informe et jette une fondation solide pour la mise en oeuvre réussie d'autres interventions, telles que le service national que la Singapour utilise pour forger le status de nation, la mobilisation sociale à travers une persuasion idéologique, et la dépolitisation à la fois de l'identité et les institutions de l'Etat. Troisièmement, une stratégie ethnopolitique du pays, étant

¹¹⁷ Benedict Anderson, 1991. *Imagined communities: Reflection's on the Origins and Spread of Nationalism*. Revised Edition,. New York: Verso Books

¹¹⁸ Fukuyama, p. 187

¹¹⁹ Kazuya Yamamoto, 2007. 'Nation-Building and Integration Policy in the Philippines', *Journal of Peace Research* 44 (2): 95-21

¹²⁰ Nina Heathcote, 1964/1965. 'United Nations and Nation-Building', *International Journal* 20 (1):20-32

¹²¹ Leif John Fosse, 1997. 'Negotiating the nation: ethnicity, nationalism and nation-building in independent Namibia', *Nations and Nationalism* 3 (3):427-50.

une série d'interventions politiques coordonnées et interconnectées dans l'optique de réduire les attachements des gens à leurs identités en préférence sur l'attachement à l'Etat-Nation, ne doit pas résonner avec les idéaux démocratiques libéraux, comme le respect des droits humains, et la démocratisation. Quatrièmement, les interventions réussies du développement d'une nation doivent être parallèles avec la haute capacité de l'Etat telle que traditionnellement définie, c'est-à-dire, la capacité à fournir des biens politiques, qui, dans certains contextes dépendent du niveau du pays en termes de développement socio-économique. Enfin, un développement effectif d'une nation requiert des décisions sur, et l'acceptation de certains compromis. La relaxation temporaire du principe et des pratiques de souveraineté de l'Etat et des engagements idéologiques forts constituent certains des compromis. La Tanzanie a fait ceci lorsqu'elle a invité la Bretagne à désarmer son armée en 1964 et le Nigéria pour l'aider à reconstituer les forces armées, contrairement aux déclarations de souveraineté d'auto-gouvernance et convictions panafricanistes que l'Afrique a besoin de s'abstenir de se référer à ses anciens colonisateurs pour résoudre ses problèmes politiques internes. Les leaders qui ont réussi à concevoir et mettre en oeuvre ces choix politiques sont plus susceptibles de réussir dans le développement de la cohésion nationale. Ceux qui ignorent ou échouent dans leur réorganisation sociolinguistique de société, un réalignement politico-militaire, et des programmes d'ingénierie sociale vont difficilement créer "de nouveaux éléments d'affiliation au groupe et de nouvelles images d'identité personnelle"¹²² qui constitue le status de nation.

Le Soudan du Sud a besoin d'apprendre ces leçons importantes en vue d'empêcher que l'ethnicité reste le cylindre de pivot autour duquel les relations politiques et militaires révoluent. La politique ethniquement divisée et allégeante actuelle du Soudan du Sud manque des ingrédients de la conscience nationale et de l'identité commune. Mais comme la Tanzanie, le pays a besoin de dénigrer l'attachement du peuple à l'identité ethno-linguistique et raciale, démilitarise la société post conflit, et développe et met en oeuvre la politique linguistique ayant comme objectif l'unification d'un peuple sous un même système linguistique. Le Swahili et l'Anglais restent pertinents pour le Soudan du Sud suite à son attachement à l'Afrique de l'Est, la résistance historique à l'Arabe, la place de l'Anglais dans la communication globale et le commerce, et le désir justifié de prévenir la possibilité d'un groupe sociolinguistique dans le pays pour réclamer la fierté et le pouvoir comme résultant de son importance linguistique nationale. Comme le pays a déjà réalisé, s'engager dans ces programmes est nécessaire pour aider le Soudan du Sud à surmonter les tensions qui ont pénétré la politique de l'Etat et l'infrastructure militaire.

¹²² Deutsch, 'Social Mobilisation and Politique Development'. P. 493

Références

Adedeji, Adebayo, 1999. *Comprehending and Mastering African Conflicts: The Search for Sustainable Peace and Good Governance*, London and New York: Zed Books

African Development Bank (AfDB), 2009. *Africa Development Report 2008/2009: Conflict Resolution, Peace and Reconstruction in Africa*, Oxford: Oxford University Press

Alesina, Alberto and Bryony Reich, 2015. 'Nation Building' (online: http://scholar.harvard.edu/files/alesina/files/nation_building_feb_2015_0.pdf?m=1432754790, accessed 16 June 2016)

Aminzade, Robnald, 2000. 'The Politics of Race and Nation: Citizenship and Africanization in Tanganyika', In Diane E. Davis (ed.) *Political Power and Social Theory* (Vol. 14), Emerald Group Publishing Limited, Political Power and Social Theory 14: 51-88

Amusan, Lere, 2014. 'Germinating Seeds of Future Conflicts in South Sudan', *African Conflict and Peacebuilding Review* 4 (1):120-133

Aristotle, 1999. *Politics*, Translated by Benjamin Jowett, Kitchener: Batoche Books, Book III/VI

Baynham, Mark, 1989. 'The East African mutinies of 1964', *Journal of Contemporary African Studies* 8 (1):153-180

Blommaert, Jan, 1996. 'Language and Nationalism: Comparing Flanders and Tanzania', *Nations and Nationalism* 2 (2):235-256

Brownlee, Jason, 2007. 'Can America Nation-Build?', *World Politics* 59 (2):314-340

Brummett, Barry, 1980. 'Towards a theory of silence as a political strategy', *Quarterly Journal of Speech* 66 (3):289-303

Bryceson, Deborah Fahy, 2010. 'Dar es Salaam as a 'harbour of peace' in East Africa: Tracing the role of creolized urban ethnicity in nationstate Formation', World Institute for Development Economics Research, No.19

Campbell, John, 1999. 'Nationalism, ethnicity and religion: fundamental conflicts and the politics of identity in Tanzania', *Nations and Nationalism* 5 (1):105-25

Central Intelligence Agency (CIA). 2016. CIA–World Fact Book. Online at <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tz.html>, 13 April 2016

Chimhundu, Herbet, 2002. *Language Policies in Africa: Inter-Governmental Conference on Language Policies in Africa*, Harare: UNESCO

Clayton, Anthony, 2003. 'The 1964 Army Mutinies and the Making of Modern East Africa (review)', *The Journal of Military History* 68 (4): 1313-1314

Collier, Paul and Anke Hoeffler, 2002. *Greed and Grievance in Civil War*, Oxford: Centre for the Study of African Economies

Connor, Walker, 1972. 'Nation-Building or Nation-Destroying?', *World Politics*, 24 (3):319-355

Crocker, Chester A., 1997. 'African State Management of Ethnic Conflict', in Rothchild, *Managing Ethnic Conflict in Africa: Pressures and Incentives for Cooperation*, Washington DC: Brookings Institution pp. 1-24

Dasgupta, Jyotirindra, 1970. *Language Conflict and National Development: Group Politics and National language policy in India*, Berkeley: Univ. of California Press, p. 1-2

de Waal, Alex, 2014. 'When Kleptocracy Becomes Insolvent: Brute Causes of the Civil War in South Sudan', *African Affairs* 113 (452):347-369

Deng, Francis M. and Daniel J Deng, 2015. *"Government of South Sudan." Bound by Conflict: Dilemmas of the Two Sudans*, New York: Fordham University Press

Deutsch, Karl W. and William J. Foltz, eds., 1963, *Nation-Building*, New York: Atherton

Deutsch, Karl W., 1961. 'Social Mobilisation and Political Development', *The American Political Science Review* 55 (3):493-514

Druckman, Daniel, 1994. 'Nationalism, Patriotism, and Group Loyalty: A Social Psychological Perspective', *Mershon International Studies Review* 38 (1):43-68

Fearon, James and David D. Laitin, 2003. 'Ethnicity, Insurgency and Civil War.' *American Political Science Review*, 97 (1):75-90

Flinders, Matthew and Jim Buller, 2006. 'Depoliticization, Democracy and Arena Setting' in Tom Christensen, Per Lægveid, eds., *Autonomy and Regulation: Coping with Agencies in the Modern State*, Cheltenham: Edward Edgar Publishing, pp. 53-73

Fosse, Leif John, 1997. 'Negotiating the nation: ethnicity, nationalism and nation-building in independent Namibia', *Nations and Nationalism* 3 (3):427-50.

Fukuyama, Francis, 2014. *Political Order and Political Decay: From the Industrial Revolution to the Globalization of Democracy*, New York: Farrar, Straus and Giroux

Friedrich, Carl J., 1963. 'Nation-Building?', in Karl W. Deutsch and William J. Foltz, eds., *Nation-Building* (New York: Atherton, 1963), 31. quoted in Brownlee, p. 316

Hailemariam, Chefena, Sjaak Kroon, Sjaak, and Joel Walters, 1999. 'Multilingualism and nation building', Language and education in Eritrea, *Journal of Multilingual and Multicultural Development* 20 (6):475-493.

Harries, Lyndon, 1969. 'Language Policy in Tanzania', *Africa* 39 (03):275-280

Harries, Lyndon, 1969. 'Language Policy in Tanzania', *Africa: Journal of the International African Institute* 39 (3):275-280

Herbst, Jeffrey, 2000. *States and Power in Africa: Comparative Lessons in Authority and Control*, Princeton NJ: Princeton University Press

Hornberger, Nancy H., 2002. Multilingual Language Policies and the Continua of Biliteracy: An Ecological Approach, *Language Policy*, 1 (1): 27-51 (From http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1360&context=gse_pubs, 21 June 2016)

Horowitz, Donald L., 1985. *Ethnic Groups in Conflict*. Berkeley and LA: University of California Press

Huntington, Samuel P., 1957. *The Soldier and the State: The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge, Mas.: Harvard University. Press

Husin, Wan Norhasniah Wan, 2011. 'Nation-Building And 1malaysia Concept: Ethnic Relations Challenges in the Educational Field', *International Journal of Humanities and Social Science* 1 (9):228-237

Hutchinson, Sharon E. , 2001. 'A Curse from God? Religious and political dimensions of the post-1991 rise of ethnic violence in South Sudan', *The Journal of Modern African Studies* 39 (2):307-331

Jenkins, J. Craig and Augustine J. Kposowa, 1992. 'The Political Origins of African Military Coups: Ethnic Competition, Military Centrality, and the Struggle over the Postcolonial State', *International Studies Quarterly*, 36 (3):271-291

Johnson, Douglas H., 2014. 'Briefing: The Crisis In South Sudan', *African Affairs* 113 (451):300-309

Jok, Madut Jok, 2011. *Diversity, Unity, and Nation Building in South Sudan: Special Report*, United States Institute of Peace, Washington DC: USIP

Jok, Madut Jok, 2012. 'South Sudan: Building a diverse nation', in Heinrich Böll foundation and Toni Weis, *Sudan after Separation: New Approaches to a New Region*, Berlin: Heinrich Böll Foundation, pp. 58-67.

Kasozi, Abdu Basajjabaka Kawalya, 1994. *The Social Origins of Violence in Uganda, 1964-1985*, Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press

Ladner, Joyce, 1971. 'Tanzanian Women and Nation Building', *The Black Scholar*, 3 (4):22-28

Magocsi, Robert Paul, 1990. 'Nation-Building or Nation Destroying?: Lemkos, Poles, and Ukrainians in Contemporary Poland', *The Polish Review* 35 (3/4):197-209

Lake, David A and Donald Rothchild, 1996. 'Containing Fears: The Origins and Management of Ethnic Conflict', *International Security* 21 (2): 41-75; Horowitz

LeRiche, Matthew and Matthew Arnold, M, 2012. *South Sudan: From Revolution to Independence*, London: C. Hurst & Co.

Malipula, Mrisho, 2014. 'Depoliticised ethnicity in Tanzania: a structural and historical narrative', *Afrika Focus*, 27 (2):49-70

Mazrui, Ali A. and Donald Rothchild, 1967. 'The Soldier and the State in East Africa: Some Theoretical Conclusions on the Army Mutinies of 1964', *The Western Political Quarterly* 20 (1):82-96

Mazrui, Ali A., 1976. 'Soldiers as Traditionalizers: Military Rule and the Re-Africanization of Africa', *World Politics* 28 (2):246-272

Meredith, Martin, 2005. *The State of Africa: A History of the Continent Since Independence*, London: Simon & Schuster

Mill, John S., 1843. *A System of Logic*, Vol. 1, Honolulu: University Press of the Pacific

Mngomezulu, Mark Sizwebanzi, 2016. 'Regime Type and Civil War Susceptibility: The Case of Tanzania and Mozambique', *Journal of Political Inquiry*, Issue 2: 22-34

Nina Heathcote, 1964/1965, 'United Nations and Nation-Building', *International Journal* 20 (1):20-32

Nyerere, Julius K., 1967. *The Arusha Declaration and TANU's Policy on Socialism and Self-Reliance*, Dar es Salaam: TANU (from <http://library.fes.de/fulltext/bibliothek/2-tanzania-s0019634.pdf>, 23 June 2016)

Organisation of African Unity (OAU), 1987. *The Language Plan of Action for Africa*, 46th Ordinary Session of the Council of Ministers, 20-25 July 1987. Res. CM 1123 (XLVI), Addis Ababa: OAU

OAU, 1969. *Pan-African Cultural Manifesto*, Addis Ababa: OAU

OAU, 1976. *Cultural Charter for Africa*, Art. 6(1)(a), Addis Ababa: OAU

Omari, Abillah H., Undated. 'Ourselves To Know: Civil-military relations in Tanzania', Pretoria: Institute for Security Studies (from <https://www.issafrika.org/uploads/OURSELVESOMARI.PDF>, 22 June 2016)

Phillipson, Robert, 1992. *Linguistic imperialism*, Oxford: Oxford University Press

Picciotto, Robert, 2010. Conflict prevention and development co-operation in Africa: an introduction', *Conflict, Security & Development* 10 (1):1-25.

Rajabu, Rehema and Deo Ngonyani, 1994. 'Language Policy and the Hidden Agenda', in Casmir M. Rubagumya, ed., *Teaching and Researching Language in African Classrooms*, Clevedon: Multilingual Matters Ltd

Rhoodie, Nic and Ian Liebenberg, eds., 1994. *Democratic nation building in South Africa*, Pretoria: HSRC Publishers

Ricento, Thomas, 2000. Historical and Theoretical Perspectives in Language Policy and Planning', *Journal of Sociolinguistics* 4 (2):196-213

Rothchild, Donald S. ed., 1997. *Managing Ethnic Conflict in Africa: Pressures and Incentives for Cooperation*, Washington DC: Brookings Institution

Rwengabo, Sabastiano, 2013. 'Regime Stability in Post-1986 Uganda: Counting the Benefits of Coup-Proofing', *Armed Forces and Society* 39 (3):531-559

Shepherd Jr, George W., 1966. 'National Integration and the Southern Sudan', *The Journal of Modern African Studies* 4 (2):193-212

Shepherd Jr., George W., 1966. 'National Integration and the Southern Sudan', *The Journal of Modern African Studies* 4 (2):193-212

Stavenhagen, Rodolfo, 1996. *Ethnic Conflicts and the Nation-State*, Basingtoke: Palgrave

Straus, Scott, 2012. "'Destroy Them to Save Us": Theories of Genocide and the Logics of Political Violence', *Terrorism and Political Violence* 24 (4):544-560.

Stubbs, Thomas 'Ethnopolitics and the Military in Kenya', in Daniel G. Zirker, Ed., *Forging Military Identity in Culturally Pluralistic Societies: Quasi-Ethnicity*, London: Lexington Books, pp. 69-86

Thomas, Charles Girard, 2012. The Tanzanian People's Defense Force: an Exercise in Nation-Building. Unpublished PhD Dissertation, University of Texas at Austin

Tilly, Charles, 1990. *Coercion, Capital and European States, AD 990-1990*, London: Basil Blackwell

Trencsényi, Balázs, Dragos Petrescu, Cristina Petrescu, Constantin Iordachi, and Zoltán Kántor, 2001. *Nation-Building and Contested Identities: Romanian & Hungarian Case Studies*, Bucharest: Regio Books

Vavrus, Frances, 2002. 'Postcoloniality and English: Exploring Language Policy and the Politics of Development in Tanzania', *TESOL Quarterly Journal* 36 (3):373-397

Venkatasawmy, Rama, 2015. 'Ethnic Conflict in Africa: A Short Critical Discussion', *Transcience* 6 (2):26-37

von Bogdandy, Armin, Stefan Häußler, Felix Hanschmann, and Raphael Utz, 2005. 'State-Building, Nation-Building, and Constitutional Politics in Post-Conflict Situations: Conceptual Clarifications and an Appraisal of Different Approaches', *Max Planck UNYB* 9: 579-613

Wimmer, Andreas, 2014. 'Nation Building: A Long-Term Perspective and Global Analysis', *European Sociological Review*, 0 (0):1-18. doi: 10.1093/esr/jcu078

Woodis, Jack, 1977. *Armies and Politics*, London: Lawrence and Wishart

Yamamoto, Kazuya, 2007. 'Nation-Building and Integration Policy in the Philippines', *Journal of Peace Research* 44 (2):95-21